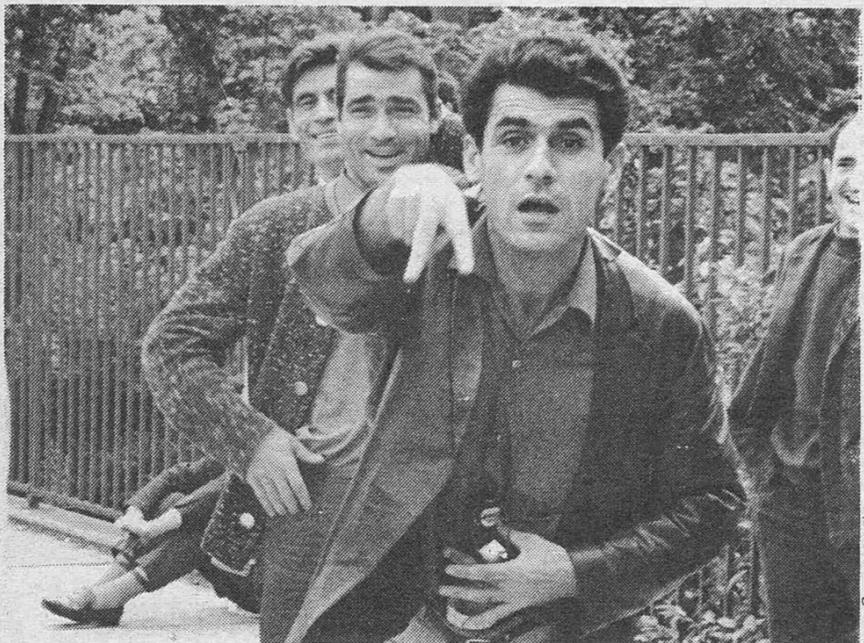


SANS FRONTIÈRE

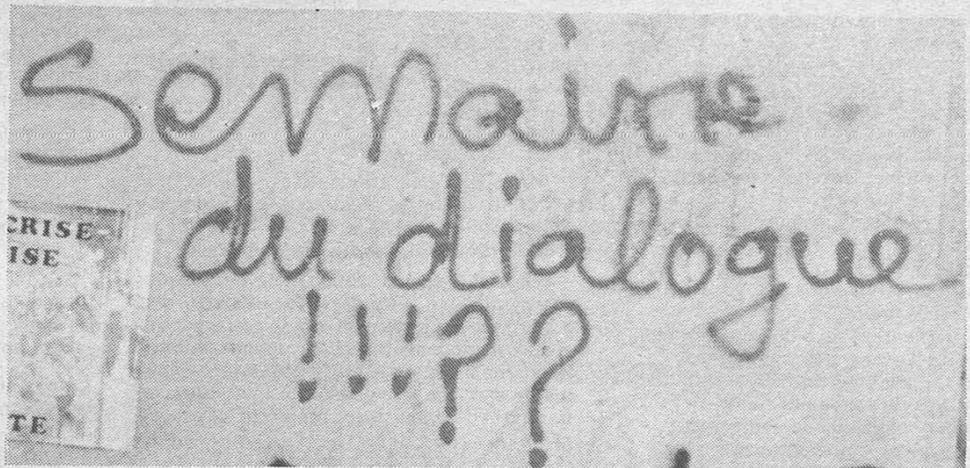
bimensuel pour un hebdo de l'immigration prix: 4francs 20 Novembre 1979 N°1



Photo Sedes



(Photo Magnum)



Gamma



(Photo Magnum)

Avec vos lois, n'avez-vous pas déjà tout dit?

... et mes espoirs d'enfants

Je suis venu au monde un chaud jour de juillet sur une terre ronde une terre assoiffée j'ai fait mes premiers pas dans des sabots trop grands de vieux sabots de bois mes pauvres pieds d'enfant j'ai appris à marcher j'ai dit mes premiers mots dans une langue blessée une langue écorchée dont on ne voulait plus j'ai appris à parler. malgré les gens malgré les ans on garde au fond des yeux l'esquisse d'un vieux temps d'un sol des premiers yeux d'un sol des premiers vœux j'ai fêté mes sept ans derrière une charrue huant après les bœufs sous un soleil de plomb j'ai salué mes quinze ans un panier à la main pour cueillir du raisin et des cordes de pluie glacée au fond du lit je caressais frissonnant mes pieds endoloris et mes espoirs d'enfant j'apprenais à rêver aujourd'hui quand mon regard de ma fenêtre étroite serpente dur et hagard sur la ville saumâtre je revois l'azur bleuet de mon enfance colorée quand la pluie se baignait dans mes pleurs les béniissant de l'amour en rosée qui perle sur les jeunes cœurs et je m'aperçois avec regret que je ne sais plus espérer car je ne vois que des gens cruelle réalité qui pleurent leur douleur dans le cœur des montagnes d'HLM de béton aimés de souvenirs pour combattre la souffrance des rêves d'une enfance trahis au long des ans parce que leur sentier de vie dû croiser une autre patrie comme moi, ils n'ont plus faim et travaillent beaucoup moins quand la nuit vient à tomber arrive aussi la nostalgie du pays, des premiers cris comme moi ils parlent bas du lieu de leur naissance car dans un pays d'accueil on n'en porte que le deuil en trompant les apparences comme moi, ils cherchent la colombe le calumet de la paix ils cherchent dans quelle tombe est enterré le mot aimer.

MARIA
Salon de Provence.

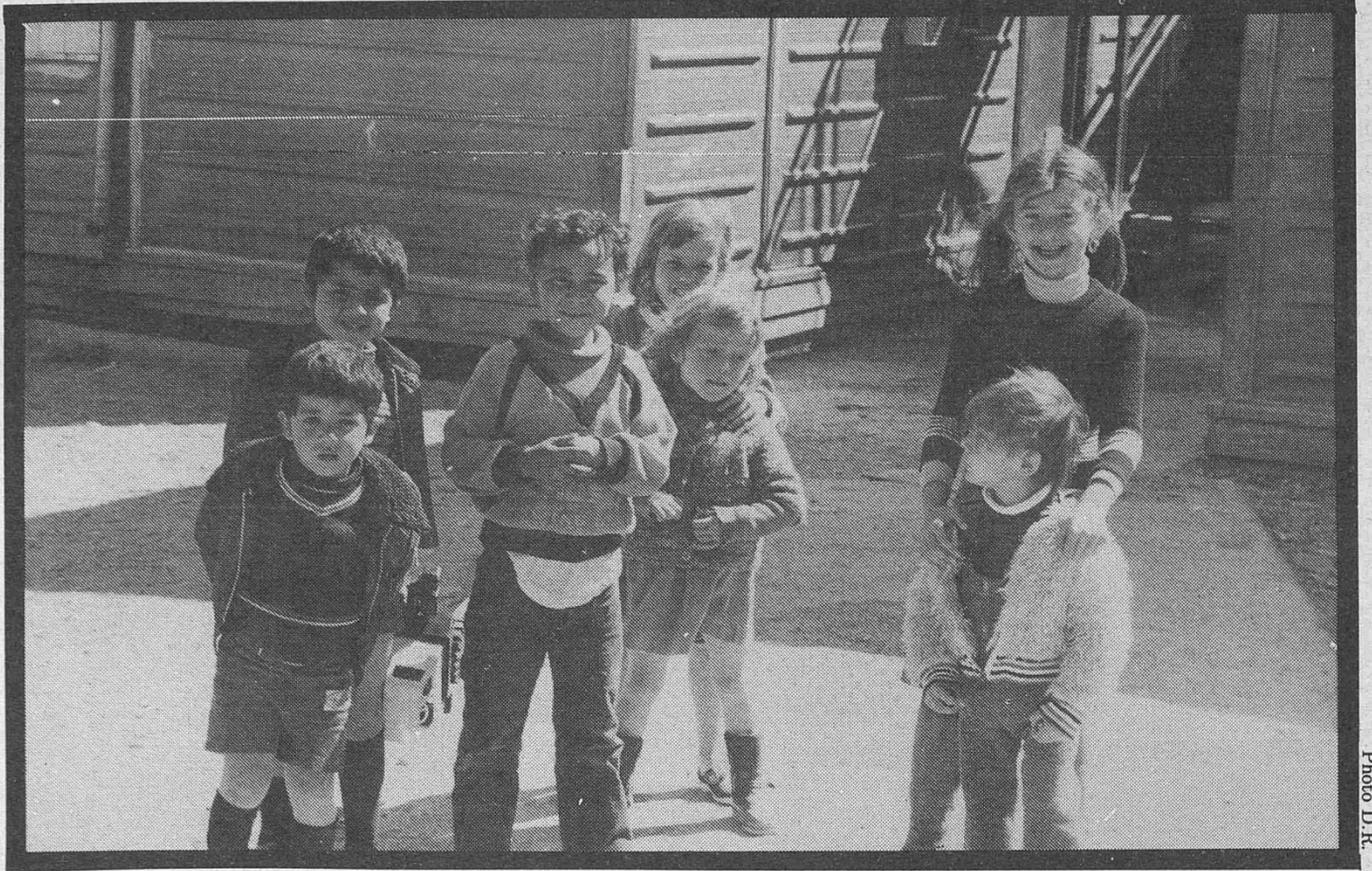
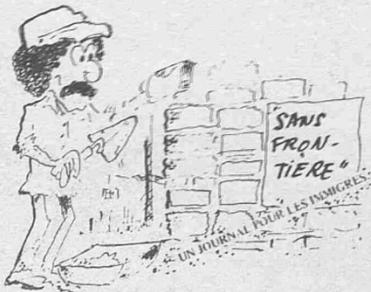


Photo D.R.

Déraciner Franciser Aseptiser

Après les déclarations de M. Dijoud, ministre des Colonies, il est peut-être nécessaire de faire le point une fois de plus, sur la situation faite aux Antillais en France.

S'il n'est plus indispensable de répéter comment est organisé le départ des « Français d'Outremer vers la mère patrie, à aucun moment, nous ne devons oublier que brimades, racisme, humiliations, chômage sont le lot quasi-quotidien de ces immigrés dans leur prétendu « propre pays ».

« Allo, bonjour monsieur, je téléphone pour l'annonce... »

— De quelle nationalité êtes-vous ?

— Française.

— Oui, mais où êtes-vous née ?

— En Guadeloupe.

— Ah ! Nous vous écrirons... Laissez vos coordonnées ».

Et ils n'écrivent pas.

Récemment expérimenté par une compatriote. Combien de fois cela se répète-t-il ? Mon objet n'est pas de pleurer sur le fait que nous ne soyons pas reconnus comme véritables Français. Le malheur est qu'on essaie de nous faire croire et que nous sommes trop nombreux à tomber dans le piège.

Nous avons trop tendance à nous penser

différents et supérieurs aux autres immigrés. Le départ des Antillais vers la France « est et sera nécessaire » dicit Dijoud.

Pourquoi ? Parce qu'ils ont fait de notre pays le paradis des bronzés, navigateurs, profiteurs en mal d'exotisme. Parce qu'ils ont fait de nous la main d'œuvre silencieuse d'hôpitaux, PTT, etc... qui ne retournera que difficilement s'installer au pays.

Parce qu'ils veulent et peuvent nous déraciner, franciser, aseptiser.

Parce qu'ainsi bientôt les autres jeunes racistes planqués pourront sortir leur T-shirts frappés de l'assertion : « Je suis raciste et je n'aime pas les nègres ».

Combien, d'entre nous, seront bientôt vidés de leur emploi, pour laisser la place à des gens plus compétents, français à part entière pour le coup.

Nous sommes ridiculisés par ce ministre des Colonies qui se permet de dire qu'en majorité nous voulions rester français, (comme si nous l'étions !). C'est à dire que nous acceptons de subir toutes les conséquences de la (départementalisation) francisation. Nous devons dire non à tout cela et prouver que nous ne sommes pas des quilles ou pantins que l'on déplace au gré des situations économiques. Nous devons cesser, dans l'immigration de nous diviser-guadeloupéens, Martiniquais, Africains, Arabes.

Nous leur dirons que leur bout de carotte dissimule mal les bâtons qu'ils nous réservent. Rions de notre refus, de notre douleur d'exilés.

Une Antillaise.

ABSENCES...

Les immigrés et surtout les Arabes, ont été significativement absents de l'effervescence qui a suivi l'assassinat de Goldman. Même les plus militants ne se seront pas déplacés, *Sans Frontière* était l'exception. Si vous avez eu l'occasion, le mérite d'avoir pris la parole pour rendre hommage au militant révolutionnaire qu'a été Pierre Goldman, je considère que vous ne répondez pas dans votre article à l'attente espérée d'un journal qui se voudrait un écho de la « diversité qui parcourt l'immigration »

malgré une pointe d'anti-gauchisme savoureuse. Vous ne mentionnez nulle part l'indifférence de la communauté arabe, voire son hostilité au consensus anti-fasciste qui s'accapare du cadavre de Goldman. Tout comme si vous éprouviez le sentiment de culpabilité envers les Juifs qui paralyse tout esprit critique de très nombreux intellectuels de gauche. Or de par votre passé militant pour la cause palestinienne, vous savez pertinemment que ce n'est pas un hasard si les sionistes ont défilé avec les révolutionnaires anti-sionistes d'hier. Votre silence sur la question est grave; il donne l'impression d'une continuité dans la dépendance idéologique de certains militants arabes vis-à-vis des intellectuels français de la période mao. Intellectuels qui ont tous viré d'un anti-sionisme militant à un attentisme favorable à une gauche social-démocrate fort complaisante à l'égard d'Israël et qui n'hésite pas à soupçonner publiquement tout anti-sioniste d'antisémitisme. Et Libé avec la dérive de Kravetz dans les bras des nouveaux sionistes pacifistes ! Pour éviter de n'être que « l'esprit Libé » de l'immigration, *Sans Frontière* devrait prendre comme point de départ les contradictions qui parcourent l'immigration sur « la question juive » et non pas commencer avec la démarche des repentis qui part d'un à priori sur l'antisémitisme ambiant des Arabes pour se replier sur une mystique de l'identité juive retrouvée, agrandissant ainsi le fossé. L'antisémitisme est racisme, le racisme est une sensibilité majoritaire dans la population française, mais le racisme comporte des contradictions, et il ne suffit pas d'être arabe ou juif pour être lavé de ces contradictions.

AZIZ
Nanterre



Avec la précarité sans cesse accrue de la situation des jeunes, la délinquance devient un phénomène de masse qui touche l'ensemble des zones urbanisées. Mais on entend faire de celle des jeunes immigrés un phénomène à part, réductible au mieux à la vision socio-culturelle du « dé-chirement » entre deux cultures, pour mieux prétendre limiter la délinquance dans le cadre d'organismes de contrôle social qui professent le renouveau de la culture d'origine. En alimentant une psychose raciste dans la population, les flics se donnent les moyens d'un traitement de choc pour les irréductibles éventuels. Or, la prétendue « délinquance juvénile » n'est que l'aspect extérieur d'un comportement social nouveau engendré par l'inadéquation entre l'élévation générale du niveau culturel des jeunes scolarisés en France qui libère leur subjectivité, leur créativité, et une situation sociale de plus en plus déqualifiée et aliénante.

Cette subjectivité est insolente, violente. Mais si elle est omniprésente partout, son intensité varie. Elle s'exprime ici à Alfortville.

Bon voilà ! A 15 ans, j'ai commencé à faire des conneries, j'ai volé une voiture avec un copain parce que, travailler dans une usine, ça me disait rien. (Je galérais déjà à 12 ans, je sortais le soir, j'attendais que ma mère s'endorme la nuit pour me rhabiller et retrouver mes copains ; j'ai commen-

cé à boire à 13 ans, je buvais mon litre de rouge déjà). On s'est fait attraper par les motards, on a pris une dérouillée pas possible, ensuite j'ai été placé par le juge dans un centre de surveillance et c'est là que ma vie de jeune délinquant a commencé.

Un beau jour, il nous est

pris une idée, y'avait un bon copain, un Algérien, moi je suis Arménien et puis un autre, un Français. Bon ! on a voulu jouer au cow-boy, on pique un pistolet d'alarme, des grands couteaux, des rasoirs et puis on a été braquer une librairie, une librairie merdique, ça a marché, on s'est arraché et le soir même on a voulu en faire trop : on a cambriolé la maison d'un juge et on a piqué des motos. Bon ! les motards nous ont encore une fois rattrapés ; un des copains, il a voulu se sauver, il est tombé dans une impasse, ils l'ont chopé et ils l'ont dépouillé et nous avec. On s'est retrouvé à Fleury-Mérogis. Ils m'ont gardé 3 mois et ils m'ont relâché à la condition que j'ai du travail ; je m'étais mis en tête de travailler puis ça a pas marché, j'ai eu des problèmes avec ma mère, j'étais à la rue. J'ai refait une connerie, on m'a balancé et j'ai replongé avec mon copain algérien : j'ai eu 5 mois et lui 7 mois.

LE BOULOT EN TOLE A 20 SACS ...

vous arrivez là-bas, on vous coupe les cheveux, on vous pèse, on vous passe les radios, ensuite on vous met dans une cellule, on vous donne un paquetage si on veut travailler on a le droit d'écrire au directeur parce qu'il y a plusieurs ateliers de boulot : il y a les rasoirs Bic, les maçonneries, tôlerie, plomberie, etc... Bon ! pour les innocents, y a une heure de promenade le matin, une heure de sport le matin, une heure le soir.

Vous vous y faites chier, pas possible, croyez-moi. Les matons y sont pas là pour vous remonter le moral. Un jour, je me suis fait dépouiller parce que je criais dans les rangs. J'avais ouvert ma gueule là-bas, ils sont un peu fous. Dans les cours, s'il y a une bagarre, y'a un rapport, on se fait dépouiller. Y'a les clans, là-bas, les Français d'un côté, les Algériens, les Noirs, les Portugais, etc... C'est la grosse merde ! Vous avez une école aussi, vous pouvez y aller, c'est pas mal, passer le CEP ou le BEPC. Ils apprennent beaucoup de choses là-bas et des conneries, mais enfin... On peut toujours le passer... et puis aussi la bouffe, elle est dégueulasse... et le samedi y'a le cinéma. Aux rasoirs Bic, on avait trois cartons de 400 rasoirs ; on devait les mettre dans des pochettes, faire des étiquettes, tout ça 9 F les 3 cartons. J'ai travaillé trois mois puis à la fin du mois, on touchait notre paye comme dehors. On peut cantiner les radios-cassettes, de la bouffe, tout ce qui faut... J'ai touché 20 sacs, un truc comme ça. En plus, ces enculés, ils m'ont retiré la sécurité sociale, la vieillesse et le chômage. J'suis sorti, j'ai retrouvé ma mère, mes potes, tout le monde, la zone, les flics, le

IRREDUCTIBLES...

boulot... J'suis retourné à la zone, j'y suis encore d'ailleurs maintenant... un peu. Le boulot ? Je travaille pas. Boff ! Ça me dit rien de travailler, moi, j'pense qu'on est pas sur terre pour travailler toute sa vie. T'es pas d'mon avis ? T'es d'accord ? Ben Ouais... Ça, tout le monde est d'accord, mais... faut travailler tout de même !

(...) Ensuite on a été à la rue mon pote et moi. On a trouvé une maison abandonnée qu'on avait aménagée. On était plusieurs là dedans. J'ai commencé à connaître la fume... J'ai fumé pendant plusieurs mois... J'ai jamais touché au reste, ça ne m'intéresse pas... Maintenant j'ai arrêté... enfin pour l'instant. Bon, ça a marché, on est resté presque un mois dans cette baraque, puis on a été balancé ; les flics ont fait une descente et on s'est tous fait virer, ça c'est pas grave. Le soir, on a retrouvé une autre maison, on était têtus, on avait froid... Une maison... Y'avait la moquette, on a nettoyé, on a mis des bougies un peu partout, on avait notre cheminée, on était tranquille. Y'avait des clochards avec nous, ces enculés, y'puaient à plein nez. On est parti avec le Corbeau chercher à bouffer. Lui, il est né en France, mais il a un nom d'Algérien... On l'appelle le Corbeau parce quand il marche il a le dos voûté, les épaules remontées. C'est un

enculé celui-là... On a été cambriolé une cantine, y'avait rien... Une pomme qu'on a coupé en deux quand même. J'étais gentil. Sur le chemin du retour on rencontre les flics, j'étais avec l'autre enculé, l'autre Corbeau, y nous ont demandé : « Qu'est-ce que vous faites à cette heure ci dans les rues ? » Je leur réponds : « Je me balade... » L'autre, ils l'ont pris dans le coin et lui ont demandé...

Carrément, il a parlé devant moi : « Ouais, on dort dans une maison abandonnée », y'a Smaïl et Henri qui nous attendent là bas. Les flics y peuvent pas me saquer ; à chaque fois, je ne leur dis jamais la vérité... ça me dit rien. Ils m'ont cogné la tête. Y sont venus à la maison, y'zont réveillé Smaïl et Henri à coups de pompes et de matraques... T'aurais vu leurs tronches... On a tous été emmenés au commissariat. On a pris une dérouillée pas possible... Sauf le Corbeau, on l'a dépouillé. Ensuite, on a eu des tas de problèmes avec le tribunal. Puis on est rentré au foyer MJC, y'avait que des loubards là-dedans. On pouvait trouver tous les chômeurs, tous ceux qui étaient recherchés par les flics, qui étaient à la rue. (...)

SE REAPPROPRIER DES ESPACES ET FAIRE LE MENAGE

De toute façon, maintenant, c'est une cité de

gangsters qu'est remplie de truands. Le maire c'est peut-être un Corse, mais il fait tout pour les vieux, y'a au moins 6 maisons pour les vieux, y'en a une à tout casser pour les jeunes. Et encore y a deux tables de ping-pong et on peut rien faire... En plus, c'est payant, il faut une carte à 5 F, 30 F par trimestre en plus !

Après les flics disent « les jeunes font que des conneries », et nous, on a rien pour se distraire. Les gens se plaignent qu'on traîne sous les porches à longueur de journées... D'accord on travaille pas, mais c'est pas leurs problèmes. Eux, ils ont leurs enfants, ils s'occupent de leurs enfants. Nous, ce qu'on demande, c'est simple, avoir une salle dans notre ensemble. Il faut pas dire qu'ils n'ont pas de sous, le maire cet E..... est bourré de tunes. Ce qu'on demande, c'est une salle où on puisse se réunir entre copains, voilà c'est tout. Nous on dérangerait pas les gens. Nous, on a les nerfs en ce moment, on a envie de faire la révolution, de tout casser, de tout casser... sur-tout les flics. J'ai envie de faire une descente, et (...) pour dire que personne s'occupe des jeunes en ce moment... On est dans une chaufferie, on s'emmerde, y'a rien pour se distraire ici, les gens nous disent rien. Comme on a rien à faire, y'en a cinq qui font le ménage... On s'emmerde, alors on fait n'importe quoi pour passer le temps.



Photo D. Maillat

Demain je n'irai pas bosser

Moi et mon pote Smaïl avec les autres, on vit la galère, la tôle, la rue, les flics, l'alcool depuis deux ans. Lui et moi, on voulait sortir de notre merde, de la DS où on pieutait depuis trois mois avec un copain et son clebs, de la dèche et du reste, alors on a décidé de trouver du boulot. On va à l'agence où on pointe depuis deux ans, on regarde le tableau d'annonces et on dégotte deux places ensemble de caristes. On remplit les fiches et on les file à la vieille qui nous rend un carton jaune, on se tire à la boîte : « Comptoir des bonnes affaires » à Alfortville.

Quand on arrive, il y a une secrétaire qui nous dit d'attendre dans le couloir. Après un chef nous appelle pour remplir une fiche, n° de sécu, nationalité et le reste, puis il demande : « Est-ce que vous avez vraiment envie de travailler ? » On m'appelle le premier, je passe dans le bureau d'un autre chef qui me file les horaires, le montant du salaire, les

précisions pour bosser et la feuille d'embauche. Je commençais le lendemain à 8 h, il fallait juste téléphoner pour savoir où. Pendant ce temps, Smaïl attendait dans le couloir. Quand je le rejoins, il y avait un autre lascar qui nous file des clopes, on discute, il venait pour la place de

poils lourds.

Le chef revient et appelle le mec du PL, je dis à Smaïl que je vais l'attendre dehors. Le lascar ressort peu après, il est OK, j'attends encore trois quarts d'heure et Smaïl sort. La réponse : il faut qu'il rappelle, mais pas de feuille d'embauche pour lui.

On se casse, je rappelle le chef dans l'après midi qui me dit où je dois aller bosser demain. Smaïl rappelle vers 3 h, le chef lui dit qu'il a égaré sa fiche. Smaïl a super les glandes. Sur le coup, je prends mon briquet et je brûle ma feuille d'embauche. Demain j'irai pas bosser.

HENRI

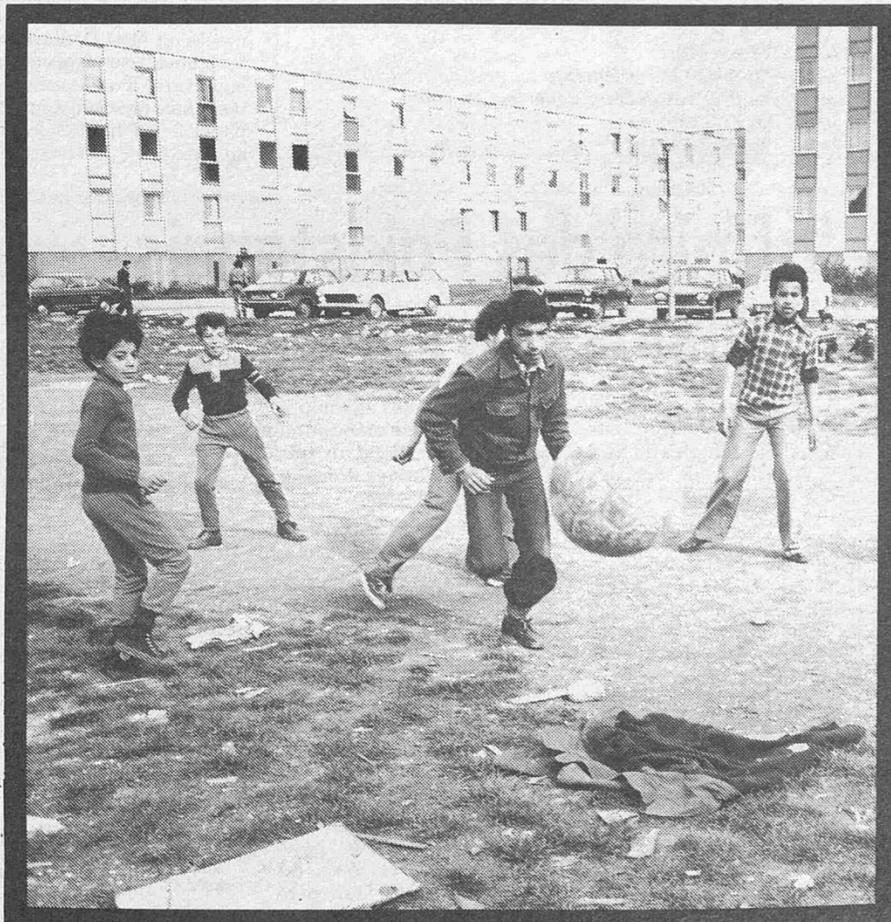


Photo D. Maillat

Le fric entre parenthèses

NEGOCIATIONS-SONACOTRA

Coup de théâtre du côté des Sonacotra : pour la première fois depuis les cinq ans de la lutte des résidents des foyers, le Comité de coordination, dont on con-

naît pourtant l'intransigeance, accepte la négociation foyer par foyer sans le préalable de sa présence et, mieux encore, appelle à la reprise des paiements dans un document qui vient d'être rendu public. Ce document, encore en discussion dans les foyers, comporte une proposition de négociation en huit points qui constituerait un recul tactique face à la répression systématique subie depuis juin 78, et plus particulièrement depuis l'été dernier, comme l'explique le communiqué du CC qui refuse « tout à la fois les actes de désespoir » et la « paix de cimetière » qui résulterait de l'écrasement total des résidents grévistes :

POINTS DE NEGOCIATION PROPOSES PAR LE COMITE DE COORDINATION

— 1 Reconnaissance, dans chaque foyer, d'un comité de résidents démocratiquement élu par les seuls résidents. Ce comité, dans sa composition comme dans son fonctionnement, sera totalement indépendant de la société gestionnaire et de toute organisation syndicale ou politique. Les comités de résidents de tous les foyers auront la possibilité de se regrouper dans une structure commune.

— 2 Remplacement des gérants par de simples chargés de gestion (comptabilité, matériel, personnel) à l'exclusion de toute autre attribution.

— 3 Elaboration par les résidents d'un nouveau règlement intérieur.

Objet : promouvoir une vie tranquille et l'entente fraternelle entre les résidents.

— 4 Reconnaissance à tous les résidents des libertés et droits suivants :

— Liberté de visite permanente

— Liberté de réunion permanente

— La chambre est un domicile privé inviolable

— Droit au maintien dans les lieux : aucune expulsion sans l'accord du comité de résidents et, à défaut, après procédure devant le tribunal d'instance.

— 5 Arrêt de toutes les procédures (poursuites) judiciaires ou administratives et levée des saisies sur salaires contre les résidents.

— 6 Réintégration de tous les résidents expulsés et réouverture des foyers fermés.

— 7 Retour des camarades expulsés en 1976 (Benomar et Ferreira) et annulation de l'expulsion de Kanoute.

— 8 Reprise des paiements au prix de juin 1979 en attendant les résultats d'expertise en cours.

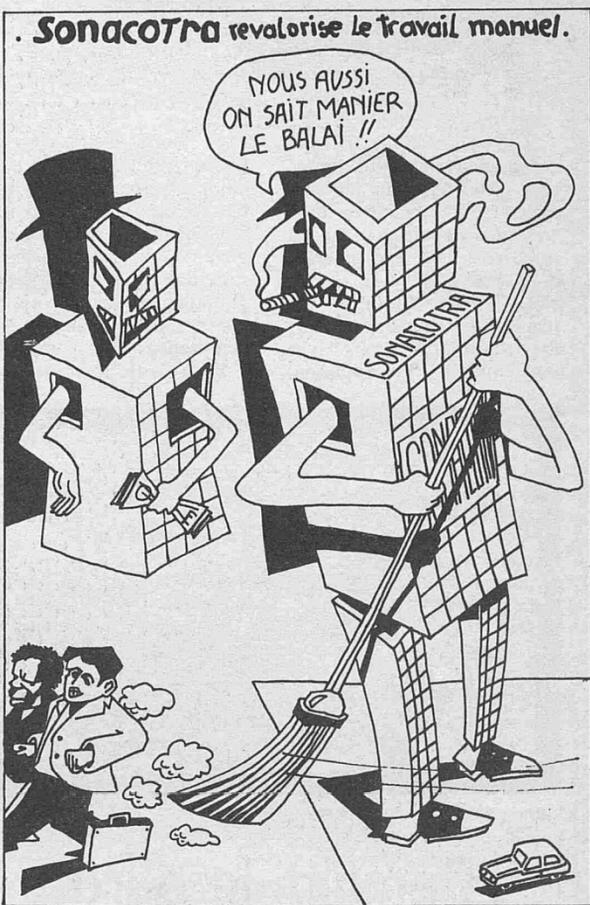
LES HUIT POINTS

Cette décision, qui change tout sur le terrain, semble dictée par le désarroi qui a suivi l'intervention des CRS contre « les 2 Tours », à Nanterre, notamment par l'absence de propositions de résistance contre l'expulsion de plus de 500 résidents combattifs. Sinon l'installation d'une tente sur le macadam sous la pluie et l'effritement de la dernière centaine de résidents dans des locaux que la municipalité ordonne d'évacuer sous forme d'ultimatum : acceptez nos propositions (reprise des paiements et 400 F d'arriérés, relogement sur trois étages, signature d'un contrat de résidence qui oblige même à payer... les impôts locaux) sinon...

A la fac de Nanterre, quelques dizaines d'étudiants ont beau jeu de proposer aux résidents de venir occuper un coin du seul lieu social de Nanterre qui ne soit pas sous l'emprise absolue du PCF, leurs délégués ont, après avoir manifesté un certain intérêt pour ce genre d'initiative, laissé tomber sans explication. Depuis, ils ont négocié et accepté les conditions de la Sonacotra. Sur la base spécifique de leur foyer. Le CC reconnaît l'échec à Nanterre, mais aussi à Garges et dans la moitié environ des 120 foyers en grève au moment le plus fort. Il ne s'agit plus de foncer tête baissée, mais de conserver les formes d'organisation acquises, et de lever l'hypothèque qui pèse sur la tête des résidents expulsables.

Ceci dit, il reste un certain nombre de foyers qui ne sont pas — encore — menacés, et une coordination devrait se faire entre eux pour gagner sur des questions comme le refus du paiement des arriérés pour le cas où les tribunaux n'ont pas ordonné de saisies-arrêt sur salaire. La lutte des 24 nationalités continue sous d'autres formes, pour la démocratie dans les foyers et l'égalité des droits... la répression continue, elle aussi, en crescendo avec l'EMPRISONNEMENT de délégués à Gennevilliers et à Hayange.

La Sonacotra, qui n'a pas encore reçu officiellement les nouvelles propositions



de négociations du CC va-t-elle les prendre en considération.

MOGNISS

Reste que les nouvelles propositions, qui ne sont pas une plate-forme de rechange, précise le CC, éclipsent la question du fric à laquelle beaucoup de rési-

dents donnent priorité, quitte à trouver des combines individuelles pour devenir introuvables moins par « manque de conscience » que par refus de rembourser les arriérés. D'un autre côté, le CC a agi sous la pression d'un nombre grandissant de résidents favorables à une négociation.

L'affaire des Pakistanais à Orléans: mystère ambigu

A l'heure, où il semble que l'on met l'accent sur l'accueil des réfugiés du Sud Est Asiatique et sur les droits de l'homme; l'affaire des 16 Pakistanais expulsés d'Orléans montre clairement que : l'on soit travailleur immigré ou réfugié politique, on ne mérite que les menottes aux mains et l'embarquement dans le 1er avion à destination !

Le 10 octobre 20 Pakistanais sont appréhendés par la police au quartier des Accacias. 16 d'entre eux, porteurs de « documents périmés » tombent sous l'arrêté préfectoral qui est le refoulement pur et simple ! La rapidité et le secret dans

lequel tout s'est déroulé a suscité une vive émotion et plusieurs questions au sein de certaines associations et organisations.

En particulier, Accueil et Promotion s'interroge sur le « trafic de main d'œuvre », terme employé par la préfecture et la presse ! Qu'il y ait clandestinité est incontestable; mais compte-tenu des événements politiques au Pakistan et plus particulièrement depuis l'exécution de l'ancien président Ali Bhutto ; n'y avait-il pas parmi ces Pakistanais des personnes qui avaient quitté leur pays pour raisons politiques ou religieuses ? et qui pensaient trouver en France

une terre d'asile !

Dans ce cas, le trafic d'escavles ne serait-il pas tout simplement une « chaîne de solidarité ! ».

A-t-on vérifié si certains de ces Pakistanais auraient pu bénéficier de l'asile politique au lieu de les envoyer subir une répression qu'ils cherchaient à éviter ?

Personnellement et après enquête auprès des habitants du quartier surtout auprès des enfants qui m'ont relaté les faits tels qu'ils les ont vécus.

— Tu sais où se trouve l'appartement des Pakistanais ?

— Tu sais où se trouve l'appartement des Pakistanais ?

— Manuel, environ 8 ans répond :

— C'est juste au-dessus de chez moi.

— Donc, tu les connais ...

— Oui ! mais ils ne sont plus là, des policiers sont venus les prendre la semaine dernière.

— Alors tu sais où ils sont ?

— Non, les journaux disent qu'ils sont déjà au Pakistan.

— Donc, il n'y a plus personne !

— Si, il reste le locataire.

Entre temps, d'autres enfants de l'escalier se sont approchés, et se posaient

des questions sur moi. Je leur ai expliqués que j'étais journaliste et que j'essayais de savoir comment les Pakistanais étaient arrivés et comment ils se sont faits expulsés ?

Un autre enfant prend la parole :

— On ne sait pas comment ils sont arrivés, mais un soir, un d'entre eux a frappé à la porte de chez moi, mon père lui a expliqué que le logement se trouve au dernier étage. Au bout de quelques jours, on a vu plusieurs Pakistanais se retrouvant ensemble dans la journée.

— Est-ce qu'ils sont méchants ?

— Non, pas du tout, y a même un qui nous donne souvent des bonbons.

— Comment a-t-on su qu'il y avait des Pakistanais dans ce logement ?

— On ne sait pas !

— Et pourquoi ils les ont expulsés ?

— Non plus, on ne sait pas, mais les journaux disent qu'ils n'ont pas de papiers valables.

— Un enfant me fait remarquer que la police est méchante avec les étrangers :

— J'étais à la fenêtre de chez moi, ce jour là, quand les policiers poussaient les Pakistanais et les embarquaient dans les fourgons, avec, pour beaucoup d'entre eux, les menottes aux mains. La police s'est déplaçée en force, 40 policiers, 3 fourgons et plusieurs voitures.

D'après certaines informations venant du Pakistan, les 16 personnes viennent d'être relâchées, après avoir été appréhendées par la police dès leur arrivée et mises en détention durant plusieurs jours.

DRISS

La «politique du voutour»

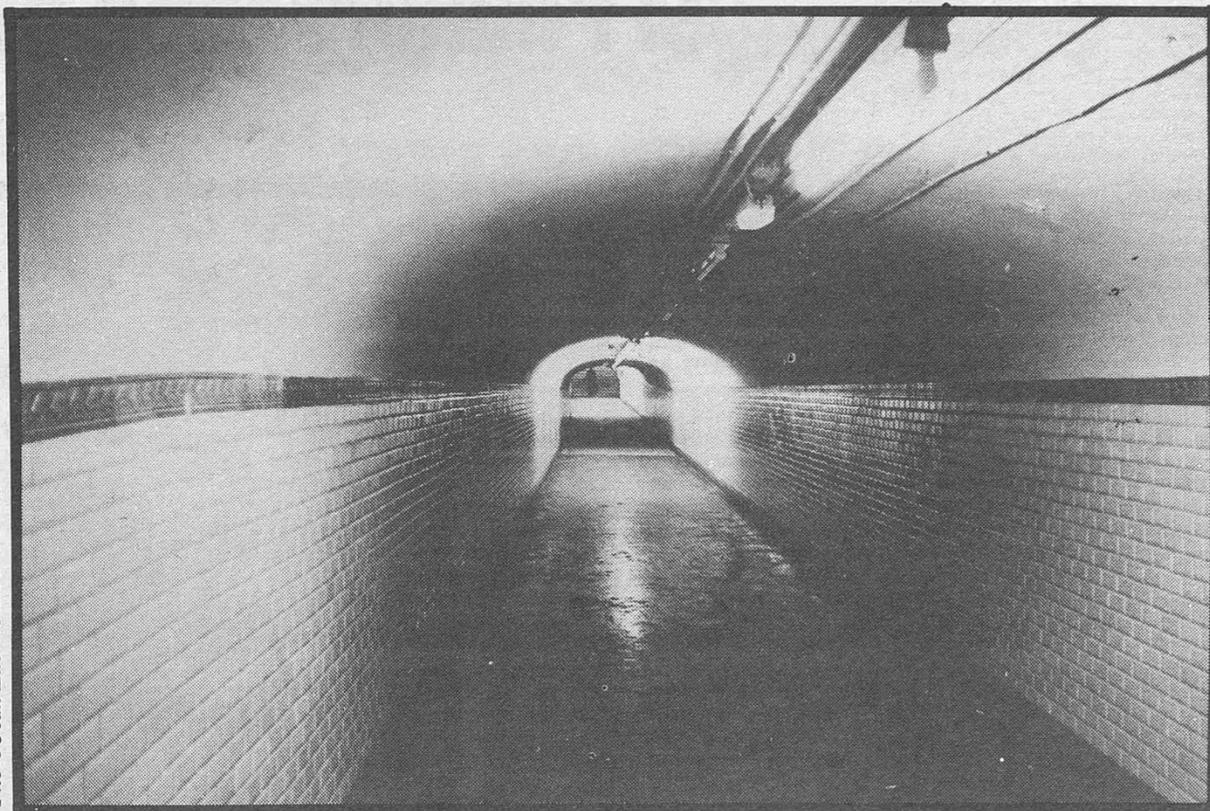


Photo Jean-Luc « Sans Frontière »

il n'y aura pas de grands débats sur la politique de l'immigration de la France. Le gouvernement actuel et les parlementaires de la majorité dans leur ensemble le veulent ainsi. Les étrangers n'ont aucune existence politique. Ils ne sont que des sujets économiques. C'est négativement qu'ils exercent une présence sur le terrain politique. Le racisme et la xénophobie de l'heure sont des valeurs sûres. Les grands patrons de la gauche française, Mitterrand, Mauroy, Rocard, Chevènement, ou Marchais, Fitermann, Ballanger se sont tenus précautionneusement à l'écart du débat sur le projet de loi-Bonnet.

Bonnet, relatif à l'entrée et au séjour des étrangers s'est achevé dans la confusion. Le projet de loi, modifié par les sénateurs, était devenu si méconnaissable si peu opératoire pour l'administration que le gouvernement n'en voulut plus. D'où ce vote, qui a rejeté le texte amendé. La manœuvre a révélé que le gouvernement méprise la « haute assemblée ». Mais qui s'en étonnera ? Les sénateurs. M. Schumann, belle figure libérale de cette Assemblée, s'est écrié dans un aveu : pourquoi agissez-vous de la sorte, puisque vous utilisez d'autres procédures qui de toutes façons annuleront nos travaux.

UNE COMMISSION A LA SOLDE DU GOUVERNEMENT

113 AMENDEMENTS POUR RIEN

Le 7 novembre, l'examen par le Sénat, en seconde lecture, du projet de loi-

projet de loi Bonnet sera, sous peu, examiné par une commission mixte paritaire, à la demande du

gouvernement. Cette commission est composée de sept sénateurs et de sept députés. Seul le texte adopté par l'Assemblée Nationale sera discuté. Les sénateurs seront selon l'expression du vice-président du Sénat, « bouche cousue ». M. Jean Foyer devrait présider cette commission où ne siègera aucun député de gauche. Une troisième lecture rapide sera nécessaire pour que le projet soit définitivement adopté. Mais déjà on peut affirmer qu'il ne sera guère modifié. Elargissant les motifs de l'expulsion, faisant entrer dans notre droit l'interne administratif, il demeure un texte inique...

LE PROJET DE LOI BOULIN SORT DES TIROIRS

Le 21 novembre, la commission des Affaires culturelles et sociales de l'As-

semblée Nationale étudiera le projet de loi Boulin-Stoléro. M. Dérozier, député socialiste préside cette commission. Quinze jours plus tard le texte sera discuté par les députés. Dans ce projet de loi, le secrétaire d'état aux travailleurs immigrés, M. Stoléro, met un terme au renouvellement automatique des cartes de travail. Désormais, le renouvellement dépendra de la situation de l'emploi dans le département où la demande de renouvellement a été déposée. De plus, ce projet permettra de faire expulser les immigrés au chômage et ceux qui prolongeront quel qu'en soit le motif, leurs vacances au pays.

Ce projet de loi attaque de front les immigrés. 91% des immigrés sont des ouvriers. Dans la plupart des grandes usines ils se sont battus pour imposer à l'em-

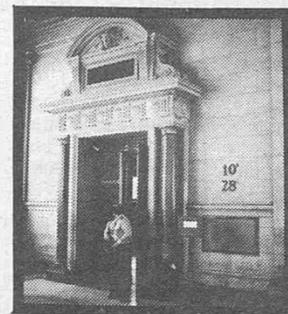
ployeur le principe des congés sans soldes. Cet acquis est remis en cause par Stoléro. En cas de congés prolongés le contrat liant le travailleur à l'employeur sera rompu et de ce fait les titres de travail et de séjour retirés.

La volonté du gouvernement d'expulser le chômeur immigré au bout de six mois de chômage met les travailleurs étrangers dans une situation d'insécurité totale. D'une part, parce que le chômage frappe les immigrés de plus en plus massivement. D'autre part parce que l'attribution des cartes de résidents privilégiés ne sera pas acquise de plein droit mais au compte goutte.

On est tenté d'appeler toutes les forces ouvrières, syndicales, politiques, religieuses et libérales pour qu'elles se dressent et s'opposent à la réalisation des

deux projets de loi visant les quatre millions d'étrangers attachés à notre territoire. L'isolement des luttes des immigrés ces derniers mois ne peut pas nous permettre de nous illusionner, ni de formuler un tel appel. Par contre, les cités de transit, les enfants des immigrés n'ont que mépris et indifférence pour ces lois d'autres racines les retiennent.

Bernard Lehembre



Maurice Schumann: «la bataille n'est pas finie»

Maurice Schumann, avant de voter le texte refusé par le gouvernement a déclaré : « Je dois bien constater que j'avais parlé le langage de la conciliation et envers vous, monsieur le Ministre, de la confiance : vous avez cru devoir répondre par le refus du dialogue.

... Nous en avons été surpris, peinés et même offensés. A toutes les raisons que nous avons de voter le texte, s'ajoute, je vous le dis franchement, le souci de préserver et de défendre la dignité de la Haute Assemblée.

Quelques jours plus tard, M. Schumann nous confirmait au téléphone que les représentants du Sénat à la

commission mixte paritaire « seraient bouche cousue ». « La tâche du Sénat n'est pas terminée pour autant. Le gouvernement a la faculté d'amender le texte qui sortira de la commission mixte paritaire. Le Sénat et l'Assemblée auront encore à se prononcer. La bataille n'est pas terminée. Je ne suis pas membre de cette commission, mais il y a mon ami Jean Foyer. Les sénateurs ont à agir en coulisse en direction des députés. Je tiens à répéter que j'ai été vaincu, une partie de la gauche, notamment les radicaux de gauche et les socialistes ayant agi dans le sens du gouvernement.

Anicet Le Pors: «libérer des emplois?»

Anicet Le Pors. « Le renvoi des immigrés ne résoudrait pas le problème du chômage... il serait même à l'origine d'un chômage supplémentaire parmi les ouvriers nationaux. ... Les départs d'immigrés, qui ont pu être favorisés, ne se sont pas accompagnés de création d'emplois supplémentaires pour les Français. Comparons les enquêtes sur la main d'œuvre étrangère en France réalisées par le ministère du Travail en octobre 73 et en 76, d'après un document du 13 juillet 78.

« Dans le BTP, la diminution a été de 75000 immigrés mais aussi de 20000 Français ; dans l'industrie elle a été de 75000 immigrés et 120000 nationaux. Où

sont donc les emplois libérés en faveur des nationaux ? Je n'ai pas procédé aux calculs pour les services, l'agriculture, etc, mais on peut estimer la diminution du nombre d'actifs étrangers occupant un emploi à environ 200 000 : comme le nombre d'étrangers au chômage a augmenté de 50000 de 73 à 76, les travailleurs étrangers occupés sont donc 200 000 de moins et les chômeurs immigrés 50000 de plus. Au total, c'est une réduction de 150 000 actifs immigrés qui sont sortis de France ou sont allés grossir les rangs de clandestins. On retrouve là encore, une liaison entre l'économie et l'ordre public... »

Le C.D.S. découvre les «immigrés»

Le 17 novembre, salle Colbert, à l'Assemblée Nationale, s'est tenue une journée d'études des Centres de Démocrates Sociaux (CDS) sur le thème : Les immigrés en France.

Dans son allocution d'introduction M. Bernard Stasi a « insisté sur le fait que le rôle d'un parti n'est pas de suivre l'opinion, mais de l'informer ».

Comme nous a confirmé un jeune CDS : « Nous avons la spécialité des opérations casse-gueule ».

Bernard Stasi a clairement exprimé qu'il fallait accroître les droits associatifs aux immi-

grés. Les jeunes du CDS ont mis en avant la participation des immigrés aux consultations municipales.

Dans le débat M. Stoléro est venu, innocenter une fois de plus, les intentions du gouvernement, qui maintient le principe de l'arrêt de l'immigration et la non-application des mesures à venir aux ressortissants portugais, espagnols et grecs.

Vantant la semaine du dialogue il a donné en avant première les résultats d'un sondage d'où il ressort que 55% des Français pensent qu'il y a beaucoup à apprendre des étrangers ↓

Si l'immigration m'était contée...

Les ancêtres de la Sonacotra

Il y a des images trompeuses qui ont la vie longue. Il en est ainsi de l'idée de l'immigré qui vient en France pour un séjour de quelques années, ramasse un petit pécule et repart créer chez lui une activité florissante.

Or, à interroger l'histoire de France depuis un siècle et demi, à interpellé cette mémoire non manuscrite des vieux immigrés, on commence à se rendre compte que ce qu'on appelle en termes pudiques le phénomène migratoire, ne date pas d'aujourd'hui.

C'est pour remonter le cours de cette histoire de l'immigration que nous ouvrons cette rubrique. Des résumés d'articles et études historiques y auront leur place, mais nous espérons aussi y amener cette richesse que constituent les histoires individuelles, les cheminements obscurs de milliers d'immigrés.

Regardez autour de vous ; il y a peut-être un vieux parent, un voisin très âgé, qui a vécu ou recueilli une partie de cette mémoire, et qui attend que vous sollicitiez son souvenir ! Les cassettes ne sont pas chères !

La Sonacotra et les divers organismes de gestion des foyers d'immigrés (ADEF) n'ont pas fini de faire parler d'eux. Peut-être parce que les grévistes exigent, au-delà d'un ravalement de façade des foyers, une place à part entière dans l'espace social français. Cet espace social qui n'accepte les immigrés que comme des entités marginales, soumises et silencieuses, et qui, entre autres exclusions, opère par le biais du logement une marginalisation dans la cité. Logique d'enfermement que celle de ces cités ghettos, de ces foyers casernes, et qui, comme nous allons le voir, ne date pas d'aujourd'hui. Deux jeunes historiens du Midi, MM. Bernard Panza et Bernard Viala, viennent de dévoiler une partie de l'histoire des logements des immigrés. A la lecture de leur mémoire (Immigration nord-africaine à Marseille et dans les Bouches du Rhône 1906-1939), on découvre que la Sonacotra a des ancêtres, et que bien avant MM. Claudius-Petit, Delmon ou Stoleru, d'autres personnes s'étaient penchées (parfois avec « profit ») sur cette question.

MARSEILLE AU DEBUT DUSIECLE ...LA BONNE INVASION

« Le XIX^{ème} siècle qui s'achève et le XX^{ème} qui commence, voient en Marseille le premier port de commerce du continent européen. Sa position géographique lui permet de profiter de l'intensité nouvelle du trafic en Méditerranée (ouverture du Canal de Suez en 1869). Mais c'est surtout la proximité de l'Afrique du Nord, et l'aboutissement de récentes colonisations françaises en Afrique et en Indochine, qui en font le premier port colonial. Les produits débarqués sont tout aussi bien destinés à d'autres régions de France qu'à l'espace marseillais, alimentant en matières premières tout le secteur des industries alimentaires » (essor des huileries et de l'industrie sucrière), tel est

le portrait que tracent MM. Viala et Panza de Marseille. Dès 1912, il y a 2000 Maghrébins à Marseille dont une majorité de Kabyles, et en 1914, ils sont 10 000. 132 000 Maghrébins arrivent en France entre 1915 et 1918, on parle alors dans certains milieux patronaux de « bonne invasion ». D'une façon générale, ces nouveaux immigrants trouvent du travail mais se heurtent (déjà) à des difficultés de logement.

LES RABATTEURS... ET M. LIGNON...

Très vite, les logeurs et propriétaires de meublés, pressentent l'intérêt d'un tel marché. Ils envoient des rabatteurs aux arrivées de bateaux. La race des marchands de sommeil est née. Et c'est là qu'apparaît M. Lignon, un fabricant-négociant marseillais, qui dès 1902 propose aux autorités un projet de création d'« Hôtel d'émigrants ». Des lettres émanant d'ecclésiastiques ou de particuliers parviennent aux autorités, et dénoncent toutes, « l'exploitation des migrants originaires du Moyen-Orient par leurs coreligionnaires ». M. Lignon profite de ce qu'on appelle à l'époque l'affaire des meublés, et propose son projet. Il se fait recommander par de nombreuses personnalités, tellement son dessein paraît louable : un foyer où seront logés décemment les nouveaux arrivants. Et contrepartie, M. Lignon ne demande qu'une simple intervention aux autorités : interdire le raccolage et interdire aux logeurs traditionnels de recevoir leurs compatriotes. En 1903, le projet se concrétise, aboutissant à un quasi-monopole du logement des migrants, monopole appuyé par les autorités, la Police du port et la police marseillaise. Mais les hôteliers se défendent, et on découvre très vite le pot-aux-roses : M. Lignon s'est associé dès le début de ses activités, à un des logeurs syro-libanais, qui essaie de racheter les meublés à ses compatriotes en voie de



Photo D.R.

faillite, vu le monopole accordé à cette âme charitable qu'est M. Lignon. Ce dernier, tout en touchant des primes de certaines entreprises et des subventions des autorités, logeait ses locataires dans les anciens meublés rachetés par son collègue. La tentative de M. Lignon aura ainsi échoué, mais ne faut-il pas lui reconnaître le mérite d'avoir été l'un des premiers à envisager l'organisation (méthodique et à grande échelle) du logement des immigrés. M. Lignon, neutralisé, les logeurs reprennent leurs affaires au vu et au su des autorités. Et témoigne le rapport officiel suivant, établi par « le Commissariat spécial pour la préfecture » daté du 16 décembre 1916 et intitulé : « Conditions dans lesquelles sont logés les Arabes et les Kabyles travaillant à Marseille ». « Dans les meublés, restitués rue Sainte Barbe... place d'Aix... le propriétaire loue à raison de 18 à 20 F par mois une chambre comprenant deux et parfois trois lits à un Arabe qui est responsable du loyer vis à vis du propriétaire. Dans les autres quartiers... les chambres comprennent deux, trois et parfois quatre lits à deux places... les chambres sont en général toujours occupées nuit et jour, car l'équipe de jour est remplacée par l'équipe de nuit... » Le rapport finit sur une note policière : « Les Arabes ne couchent plus sur des nattes, comme ils le faisaient dans les premiers temps de leur arrivée à Marseille, ils exigent un lit avec sommier, matelas en crin, draps et couvertures ». Pourtant, « les agitateurs » du Comité de coordination n'étaient pas encore nés...

Kamal BELARBI

ANNEE de L'ENFANCE Les enfants palestiniens, ces oubliés



Décidément, c'est caricatural. Une année de l'enfance ça peut être bien en soi. Mais comme par hasard — disons comme d'habitude — même lorsqu'on parle d'enfants, on oublie toujours les mêmes.

Les enfants palestiniens venus hier à Paris font partie de ces oubliés. Et pourtant, s'ils étaient là, c'est tout simplement pour rappeler qu'un peuple existe avec sa culture, ses coutumes et ses valeurs. Ces enfants, après les bombardements quotidiens du Sud Liban, se retrouvent orphelins aujourd'hui. On en compte plus de deux mille dans le seul camp de Tell el Zaatar. « Nous sommes tous orphelins de père et de mère » m'a dit Souad (14 ans), nous habitons aujourd'hui Beit es Soumoud. C'est une maison qui accueille les enfants orphe-

lins de deux à quinze ans. Dans chaque maison, il y a des « mères » qui nous suivent de près et nous éduquent. Après l'école, on mène diverses activités à la « maison » : dessin, théâtre, musique et sports ».

Cette forme d'habitat, souligne l'accompagnement du groupe, permet de préserver la base affective de relations qui fait ordinairement largement défaut dans les orphelinats classiques, où les enfants sont répartis par dortoirs d'âge... L'objectif aussi, c'est de former des enfants capables d'édifier la Palestine de demain.

En attendant, les enfants s'interrogent : « Tu sais, on a visités écoles à Paris ou au Mans ; on a rencontré plein d'enfants de notre âge. C'était vraiment bien... ils sont bien tranquilles ici... ils ont plein de jeux... Nous, à

l'école, on suit les cours dans des conditions extrêmement dures, les bombardements d'avion nous empêchent d'étudier. Maintenant, on a appris à lire et à écrire... mais aussi à éviter les grenades. Mais pourquoi, un enfant de notre âge doit apprendre aussi à manier un fusil et porter une grenade ? »

Azzedine me fixe et balbutie : « Ce que j'ai retenu de ce voyage à Paris, c'est qu'à la suite des discussions que j'ai eues avec les jeunes de mon âge, c'est qu'ils veulent tous se battre à nos côtés pour libérer notre patrie la Palestine. J'ai plein d'adresses et je compte correspondre avec tous ceux que j'ai rencontrés... J'ai invité Catherine, Samira et Ahmed à Beit es Soumoud ».

Salah el Kortobi

sansfrontière

Les immigrés et la guerre d'Algérie

OUBLIER... PEUT ETRE?

A en croire le sondage (réalisé entre le 1er et le 5 octobre 1979 auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatifs de la population française de 18 ans et plus.) réalisé par l'Express et Europe 1, la guerre d'Algérie, est l'événement le plus important de ces trente dernières années. Vaut mieux tard que jamais !

Une guerre de sept ans qui n'a jamais voulu dire son nom (officiellement il n'y avait que des opérations de police). Commencée par la gauche, elle s'achèvera avec la droite au pouvoir ; résultat du tir : 1 500 000 Algériens tués et 20 000 Français.

Dans l'indifférence quasi générale, des milliers d'Algériens sont emprisonnés, déplacés, torturés tant en Algérie qu'en France ; et on ne se bousculait pas aux portillons pour protester, si ce n'est quelques poignées de femmes et d'hommes qui faute de pouvoir lutter efficacement contre la sale guerre, s'engagèrent directement aux côtés du FLN. Il est évident qu'on nous rétorquera Charonne, mais avant, il y a eu la journée du 17 octobre 61 à Paris. Journée qui d'ailleurs est inscrite à jamais dans la mémoire collective de l'immigration algérienne.

Lorsque les premiers coups de feu éclatent en Algérie en ce 1er novembre

1954, il y a presque 300 000 Algériens en France : un vingtième de la population algérienne soit un homme sur sept. Pour les immigrés, il n'y a pas de doute : « C'est Messali * Hadj qui a déclenché l'insurrection ».

Mais les nouvelles du pays, ceux qui partent et qui reviennent racontent : « NON, le Vieux n'est pas dans le coup, c'est le FLN ». Beaucoup ne voudront pas le croire et placeront leur confiance encore une fois au « Zaïm » ; il faudra attendre deux années pour se rendre à l'évidence. Le fondateur du PPA est hors jeu. En cette année 1956, les travailleurs algériens refusent massivement d'aller aux urnes, affirmant ainsi leur sentiment nationaliste. Le 8 mars 56, des dizaines de milliers d'ouvriers désertent chantiers et usines et se rassemblent à la mosquée de Paris. En province, on observe de nombreux mouvements de grève.

UNE DISCIPLINE DE FER

56, est aussi l'année où est créée la Fédération de France du FLN. Une lutte sanglante opposera le FLN aux partisans de Messali, qui fera des dizaines de victimes à travers toute la France. A la fin de l'année 57, toute la population maghrébine * de métropole,

est contrôlée, structurée en cellules, groupes, sections, régions, Willayas ; c'est la consécration du FLN. Les ouvriers sont taxés d'un cotisation mensuelle de 3000F, les commerçants 50 000F et les étudiants 500F. La tâche principale de la fédération est de trouver de l'argent pour pouvoir acheter les armes qui font défaut dans le maquis. La fédération devient en quelque sorte la banque du FLN. L'acheminement de l'argent vers la Suisse sera assuré par les réseaux français de soutien au FLN plus connus sous le nom de réseaux Jeanson (et plus tard, réseaux Curriel).

La discipline devient la règle absolue pour y parfaire la consommation de l'alcool est prohibée, la stricte observation du jeûne de la période de Ramadhan est obligatoire, les jeux sont interdits. Le FLN sait tout, voit tout, entend tout alors avis aux amateurs.

LA SEINE EST ROUGE

Début 58, commence dans les prisons françaises une série de grèves de la faim pour obtenir le statut politique. Une mutinerie éclate à la prison de Fresnes, François Mitterrand, garde des Sceaux, affecte les Algériens membres du Front dans un quartier à part. Le couvre-feu est im-

posé à la communauté algérienne de 21H à 5H du matin. Alors, va commencer la chasse à l'Arabe : les rafles se multiplient, les tabassages à Vincennes, à Beaujon, et ceux qui ne sont plus présentables à la justice parce que trop mutilés sont jetés à la Seine. Si la Marne a été rouge de sang en 18, la Seine devient rouge du sang des suppliciés algériens. En réponse à cette sauvagerie, le Front attaque les commissariats de police, abat des policiers tortionnaires, puis systématiquement abattra un policier au hasard tous les vendredis.

Le quartier de la Goutte d'Or est quadrillé en permanence par les gendarmes. Les harkis installent leur quartier général, rue de la Goutte d'Or, ils réquisitionnent un café et aménagent la cave en salle de torture. Leur spécialité, est le tisonnier... La DST utilise des truands que l'on fait parfois sortir de prison pour accomplir des missions ponctuelles. Le FLN fera quelques expéditions punitives contre le milieu à Pigalle et à Montmartre pour obtenir sa neutralité. 1960 plusieurs milliers de femmes algériennes accompagnées de leurs enfants manifestent pour l'ouverture de négociations aux Champs Elysées, sur les grands boulevards, et à Chatelet : la police charge sans ménagement, il y a

beaucoup de blessés et d'arrestations. Les manifestantes sont amenées à Vincennes et à Beaujon dans les autobus de la RATP. Mais ce n'est qu'une répétition au massacre qui se prépare.

L'HORREUR

Le 17 octobre 1961, le Front organise une manifestation pacifiste pour demander la suppression du couvre-feu 30 à 40000 personnes descendent dans la rue : hommes, femmes et enfants des vingt quartiers de Paris. On manifeste aussi en banlieue, mais la police est partout ; nous ne rentrons pas dans le détail tant l'horreur de ce qui s'est passé dépasse... l'horreur elle-même. Plus de deux cents morts, enfants, femmes et hommes 12000 arrestations : on parqua les gens dans les stades et pour ceux à qui ça rappelle quelque chose, quelques milliers furent parqués au Vel D'Hiv. Le tribut payé par les immigrés durant la lutte de libération nationale est lourd : 40000 personnes incarcérées, 20 000 morts et portés disparus.

**Messali Hadj fonde au sein de l'émigration en 1927 l'Etoile Nord Africaine qui se transforme en son passage en Algérie en Parti du Peuple Algérien.*

A. FARID

Il ne leur restera que l'Auvergne... ». Et Fabre-Luce de poursuivre : « Une Corse invitée à devenir une autre Malte, un gouvernement de l'ETA financé par une coalition d'extrémistes arabes et de marxistes et revendiquant le Pays Basque français, ces hypothèses nous paraissent encore folles. Mais demain ? ... ».

Quant à l'« Humanité », si elle rappelle le 31 octobre 1979, sous la plume de Robert Lamotte, les déclarations faites dès novembre 1954 par Léon Feix (en la commentant d'ailleurs de la manière suivante : « Il est bien temps aujourd'hui de décortiquer les phrases, de s'interroger sur savoir si, le 3 novembre... lorsqu'il proclamait sous la plume de Léon Feix « la seule solution, c'est de faire droit aux légitimes revendications à la liberté des peuples tunisien, marocain et algérien », le PCF entendit parler d'indépendance ... » et par le Bureau Politique du PCF qui déclarait le 8 novembre « En prétendant nier l'existence en Algérie de problèmes politiques de caractère national (c'est nous, « Sans Frontière » qui soulignons)... le gouvernement tourne le dos à la réalité algérienne et notamment à la volonté de tout un peuple de vivre libre et de gérer démocratiquement ses propres affaires... », elle revendique Maurice Audin, professeur communiste assassiné, Henri Alleg, torturé, Yveton, militant communiste guillotiné, et les morts de la manifestation du 7 février 1962, celle qui se termina sur la tuerie du métro Charonne, manifestation convoquée à l'appel de la CGT, du SGEN, de la FEN, de l'UNEF et à laquelle s'étaient associés le PCF, le PSU, la JC et le Mouvement de la Paix, mais en omettant de dire que c'était principalement contre les attentats de l'OAS qu'elle était dirigée, et non en solidarité avec la lutte pour l'indépendance algérienne, ou avec les manifestants algériens jetés à la Seine au mois d'octobre précédent. Pas un mot sur l'aspirant Miallot, déserteur communiste, qui rallia le FLN avec un camion d'armes. Pas un mot sur les dizaines de militants communistes et des Jeunesses communistes qui s'engagèrent aux côtés des Algériens dans les réseaux et dans « Jeune Résistance », et qui furent exclus du Parti, en France et ailleurs ...

Pas un mot, non plus, sur le soutien apporté par la direction du PCF aux pouvoirs spéciaux réclamés par le gouvernement à direction socialiste de l'époque, ce qui permet de rappeler que ni François Mitterrand, ni Pierre Mendès-France ne peuvent élever la voix à propos de l'Algérie, eux qui disaient respectivement à l'époque, Mitterrand : « L'Algérie, c'est la France et ... des Flandres au Congo, il y a la loi, une seule nation, un seul Parlement... » et Mendès-France, « ... Nous achèverons en Algérie toutes les forces nécessaires et même plus... l'Algérie, c'est la France. Nous ne céderons jamais sur ce principe fondamental ... ».

Conclusion de l'« humanité » : « En ce jour anniversaire du 1er novembre 1954, ce n'est pas forcer la vérité de dire que le PCF - la part étant faite aux erreurs - a contribué, pour l'essentiel, à une large mobilisation populaire pour une juste compréhension du drame algérien ... ». Merci « l'Huma » ... Les exclusions n'ont rien empêché : le combat continue. Les luttes pour l'indépendance aussi. Et le soutien de militants communistes, avec carte, ou sans carte, aussi.

Maurice

25 ans après (revue de presse)

Vendredi 2 novembre 1979.

La presse. La presse de France. La presse française.

Dans l'« Aurore », le maire d'Aix en Provence, Alain Joissans, membre du bureau national du parti radical socialiste, s'exprime : « Les radicaux, en ce 25e anniversaire de l'engagement des hostilités en Algérie, s'inclinent respectueusement devant les victimes de ce drame national. Je salue tout particulièrement le sacrifice des enfants de la France métropolitaine, Français d'Algérie, Français musulmans, morts pour que vive l'Algérie française. Le parti radical souhaite que les dernières séquelles soient définitivement effacées, conformément à l'esprit de réconciliation exprimé par le Président de la République ... ».

Toujours dans l'Aurore, daté du même jour (2.11.79) : « ... Bendjedid Chadli, président de

la République démocratique et populaire, remercie la télévision française - plus précisément FR3 - de lui octroyer une interview exclusive à l'occasion des « fêtes » de ce 25e anniversaire, en augmentant de 10% « notre » pétrole algérien ! ».

Toujours dans l'Aurore, et toujours du même jour : « Et pourtant, cette flambée terroriste du 1er novembre 1954 avait soulevé un élan de réprobation et de patriotisme quasi unanime, à l'exception - bien sûr - des communistes... ».

Et de citer la revue « Les Cahiers du communisme » ... d'août-septembre 1944 (!) qui écrivaient, sous la plume de Georges Thévenin : « ... l'Algérie n'est pas la France ; les Algériens ne sont pas des Français ; le devoir des communistes est de soutenir contre la France les séparatistes d'Algérie ... ».

Toujours l'Aurore, du 31

octobre 1979 :

« ... Il y eut bientôt deux camps en France et d'une certaine façon, la guerre d'Algérie fut une guerre civile par personnes interposées. La IVe République n'y résista pas ... Xavier Yacono, un des meilleurs historiens de l'Algérie donne ces chiffres (pour les pertes) : en huit ans, forces françaises : 32 000 morts, FLN : 140.000 à 150.000. Victimes des attentats terroristes de 54 aux accords d'Evian : 3.663 pour les Européens, 29.674 pour les Musulmans. Après Evian, on estime qu'il y eut de 3000 à 5000 Européens disparus (tués ou séquestrés jusqu'à la mort) et de 30.000 à 150.000 Musulmans massacrés (estimation de Bachaga Boualem) ... ». « ... En renonçant à l'Algérie, et au Sahara, la France renonçait à deux éléments de son indépendance : - l'espace stratégique : il n'y a pas de puissance nucléaire sans de vastes étendues ; - un réservoir de pétrole (60 millions de tonnes par an) et de gaz (10

milliards de mètres cubes par an) dont la crise du pétrole nous rappelle cruellement l'absence ... ».

(Signalons que l'« Aurore » consacre régulièrement six de ses colonnes à la perpétuation du contact et du souvenir, ainsi que de l'organisation des anciens Pieds-Noirs dans une chronique rédigée par René Attard sous le titre « les Français d'A.F.N. ». C'est un peu le Journal Officiel de la nostalgie et, qui sait, de la « reconquête » ...). Dans « Le Matin » (2 novembre 1979), une d'entre eux, Sophie, qui avait neuf ans lorsque sa famille a dû partir, considère aussi que la page est définitivement tournée : « Les pieds noirs sont une minorité très famille, très clan qui cherche à perpétuer le souvenir. Mais les jeunes générations n'y sont plus très sensibles. Même s'il me reste une toute petite nostalgie, il faut que je fasse ma vie. Ici, en France et pas là-bas ... ».

Toujours dans « Le Matin » de la même date, quand on parle des harkis aux Algériens du quartier de la Goutte d'Or ou de Barbès, les visages instantanément de viennent graves, tendus. « J'étais tout petit, raconte Rachid. Sept harkis sont arrivés chez nous, au bled. Ils ont pris une femme, ils l'ont violée en nous tenant en respect avec leurs mitraillettes. C'était des gars de chez nous. Et ça je ne l'oublierai jamais ... ».

Dans « Le Figaro », c'est Alfred Fabre-Luce qui, sous le titre « Le Souvenir et l'inquiétude », en date du 6.11.79, rappelle qu'en 1957 encore, le Président de la République française, René Coty s'écriait : « Qu'on ne compte pas sur nous pour sacrifier, de l'autre côté de la Méditerranée une autre Alsace-Lorraine ! » et cette phrase, attribuée au général de Gaulle pendant sa « traversée du désert » : « ils perdront tout : l'Algérie, la Corse, la Bretagne:

sans frontière

AFRIQUE

Afrique, continent muselé, meurtri, occupé, massacré. 72 Etats indépendants disent-ils. Personne ne se fait plus d'illusion. Sur les 72, aucun chef n'a été élu

démocratiquement. Démocratie, un mot intraduisible dans le millier de langues parlées ou écrites en Afrique.

Les chefs d'état, les élites politiques africaines représentent 2 à 3% de la population. Donc un millier d'hommes pille, vend, écrase le continent, sous les lois exceptionnelles, les alinéas spéciaux du titre II, loi n°26, instituant la détention préventive indéfinie pour toute personne soupçonnée de terrorisme ou de communisme (Afrique du Sud, Article AG 26). Il faudrait tous les citer par ordre alphabétique Angola, Bénin, Botswana, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Ghana, Guinée (SI), Guinée Equatoriale, Kenya, Lesotho, Lybie, Madagascar, Malawi, Mali, Ile Maurice, Maroc, Mozambique, Niger, Nigéria, Rwanda, Somalie, Soudan, etc... Sept pays seulement autorisent d'autres partis (Haute Volta, Ghana, Sénégal, Kenya, Nigéria, Maroc et Sierra Leone. Mais ils définissent au préalable le fond et la forme de cette opposition officielle, qui se pliant à ce jeu, n'est pas exempte de répression, lorsque rien ne va plus (parlementaires ou opposants légaux emprisonnés au Kenya, Maroc. Certains nous diront : « Mais l'Afrique du Sud, la Rhodésie (pour moi Zimbabwé) avec leurs « villages protégés », leur « cours spéciales », leur système fondé sur l'apartheid, n'ont rien à voir avec nos

chères républiques socialistes populaires démocratiques, de présidents nationaux. Il faudrait demander aux détenus de Ussher Fort Prison au Ghana, de Ouesso, au Congo, de Boiro en Guinée, de Derb Moulay, Chérif au Maroc de Milanje au Mozambique, de Tcholliré au Cameroun, de Zomba Prison au Malawi, de Kidal au Mali, de Zinder au Niger, de Nador en Tunisie, de Kalefa au Zaïre, d'Ukongga Prison en Tanzanie, de Mezzé en Syrie, qu'est-ce qui différencie leur sort de celui des détenus de Robben Island en Afrique du Sud.

Il faudrait savoir ce qui rend différent le Swaziland, Tanzanie Togo, Tunisie, Tchad, Zaïre, Zimbabwé, Zambie. Ils ont tous en commun leur arsenal de lois répressives. L'arsenal de lois punissant de détention préventive indéfinie tous, élèves, étudiants, travailleurs, hommes ou femmes osant dire que rien ne va, ne leur suffit. Ils, nos « grands » chefs d'Etat s'arrogent le pouvoir discrétionnaire d'envoyer à coup de « décrets » n'importe quand, n'importe qui dans leur camps de la mort, qui dans leurs centres hautement spécialisés en torture ; ils ont tous leurs experts en délation, en torture, regroupés dans un bataillon appelé « direction de la sûreté, sécurité intérieure,

administration territoriale ou Sécurité militaire ». Bien sûr, certains s'appellent république, socialiste, populaire, démocratique, unie, unifiée, que sais-je encore ? Les uns ont choisi la « voie socialiste », les autres le libéralisme planifié, d'autres la troisième voie entre capitalisme et socialisme : toutes deux des idéologies importées ».

Importée ou pas, ils sont tous d'accord, leur idéologie première, la seule, l'unique, comme leur parti : c'est la « répression, la torture et les meurtres de tous ceux que leurs lois déclarent « opposants », « subversifs », « frontistes », « communistes » : meurtre de Saïda Menhebi (marocaine), celui de Steve Biko (Serge Victor, Ile Maurice (Azanien). Il faudrait se demander ce qui différencie les « camps de rééducation » (Mozambique) des centres d'internement administratifs (Cameroun) ? Ce qui différencie les détenus politiques du nord du sud, de l'est à l'ouest, de la République démocratique en passant par la république unie, jusqu'à la république tout court, à moins que ça ne soit le royaume. C'est qu'ils sont tous détenus préventifs indéfinis, torturés, interdits de visite de communication.

Ceux qui même au risque de leur vie obtiennent un procès sont à tous les coups, sûrs de le perdre. L'unité sur le continent s'est faite autour de la répression, de l'oppression. Et sur les détenus dans ces « républiques-royaume » une lourde chape de silence s'est abattue. Les journaux ignorent la plupart du temps ces « subversifs ». Ceux de notre continent attendent la mort des subversifs ou les massacres. Pourtant, de plus en plus malgré la chape de plomb, malgré la conspiration ourdie certains détenus osent. Ils n'attendent plus qu'une protestation internationale qu'une révolution renversent les régimes, ils n'attendent plus la bonne grâce du seigneur, ils ne se contentent plus de crier de détériorer leur santé largement déficiente, par grèves de la faim d'où ils ne ser relèvent souvent pas.

Il y a justement un mois trois de ces oubliés du continent, trois prisonniers marocain, Assidon, Djibha, et Bribri ont osé s'évader, dire non à l'enfermement, à l'asphyxie. Le continent en a assez des martyrs. Aujourd'hui veulent vivre. Ils nous lancent à tous un appel à la vie.

«Parceque demain la

La journée d'un détenu...

ILS venaient nous chercher tous les matins à six heures.

Moi, j'étais à la cellule N°7, à la Brigade Mobile Mixte de N°Kondengue.

A six heures du matin, deux jours après mon arrivée au centre, ils m'ont amené à La Chapelle. J'y suis resté pendant cinq heures. Ils m'ont battu, passé du courant sur les oreilles et sur les testicules, j'ai subi aussi l'épreuve de la pendule. Ce cirque a duré les six mois où j'étais détenu, au centre de torture, avant d'être transféré dans un camp. Après être passé à « La Chapelle », le matin, ils m'ont laissé deux heures de répit ; à 15 heures, ils sont revenus me chercher, même « cinéma ». Mais moi, je n'avais rien à avouer, alors je ne comprenais pas ce qu'ils voulaient. Quand je leur expliquais que je ne savais rien, ils redoublaient leurs coups : « Forte tête, on te matra ». En général, l'après-midi, la séance à « La Chapelle » était moins longue, trois heures seulement, au lieu de cinq heures. Le soir à 21 heures, c'était la séance d'interrogatoire : onze personnes, tous des Dirdoc (police politique ; leur chef Fochivé était présent aux interrogatoires, m'interrogeaient tous en même temps. Je ne me souviens plus de tout, mais il faut en parler...

P. a été arrêté en juillet 1976.

Dernière minute:

AFRIQUE DU SUD

Une condamnation à mort vient d'être prononcée par la Cour suprême contre un militant de l'ANC : James Daniel Mange, âgé de 24 ans pour possession d'armes.

je veux que prison ne soit plus là»



COMORES

Selon des informations en provenance de l'Océan Indien, 3 étudiants liés à l'opposition résistants à la prise de pouvoir d'Abdallah ont été fusillés, à la mi-octobre. Leur condamnation à mort a été prononcée à huis-clos par un tribunal d'exception.

SEYCHELLES

La jeunesse seychelloise s'est élevée contre le projet gouvernemental de créer un service national obligatoire. Leurs manifestations des 15 et 16 octobre ont servi de prétexte au président René pour dénoncer, une fois de plus un complot et arrêter une vingtaine de jeunes. Leur procès a été reporté au 2 décembre. Sous presse nous apprenons une nouvelle vague d'arrestations : 60 selon l'AFP.

ZAIRE:

« J'ai réussi à m'en sortir »

Il y a près de deux mois, je débarquais à Paris pour y demander l'asile politique. Du coup, je ne me sentais plus libre, et pour tout dire, plus homme.

Le cauchemard était fini. Je venais en effet, de passer dix mois dans de terribles cellules du CND (Centre National de Documentation, Service secret de Mobutu) à Kinshasa.

Etudiant au campus universitaire de Kinshasa, j'avais été arrêté puis incarcéré pour avoir tenu des propos « anti-révolution-

naires » (sic). C'est ici que je devais découvrir, à mes dépens s'entend, la face cachée du Zaïre : celle de la haine tribale insatiable, de la conspiration du silence et du crime.

La prison du CND à Kinshasa Gaurbé, avenue des Trois Zaires, est un long bâtiment caché derrière le grand immeuble où se trouvaient les grands pontes de la Sûreté de Mobutu : Seti, Mukolo, Kisangani, et autres. Tous amis par le même goût de la suspicion,

de la répression et du sang humain : les tortionnaires !

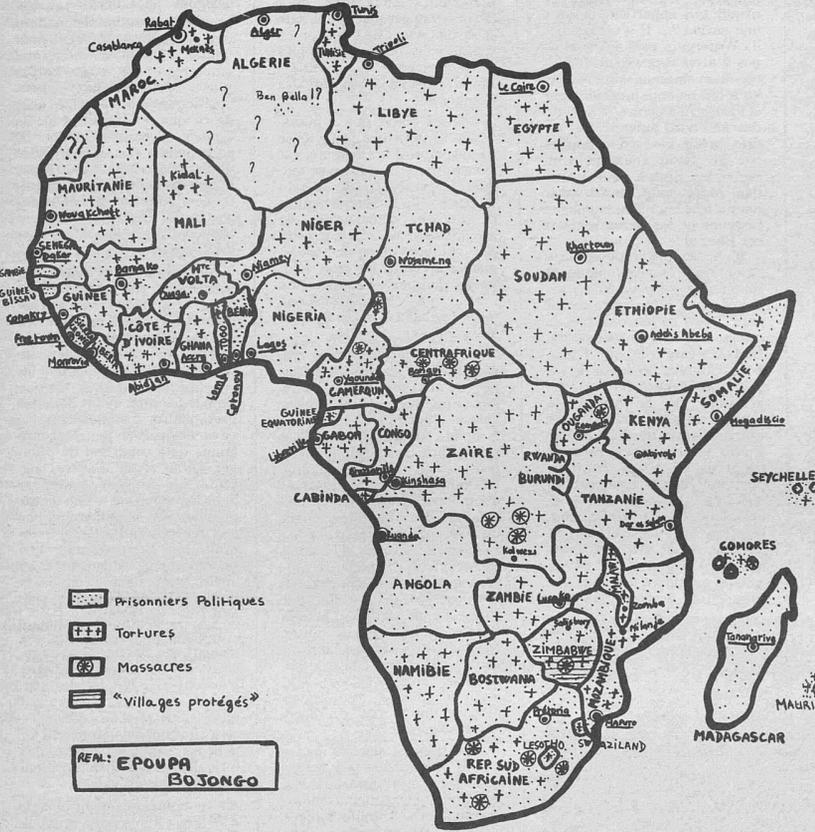
Ici, dans les neuf cellules, on trouve des gens de toutes conditions : conseillers à la présidence, avocats, médecins, professeurs d'université, ingénieurs, pharmaciens, étudiants instituteurs, agents de l'Etat, sentinelles, pasteurs, contrebandiers, faux monnayeurs... et jusqu'aux fous.

Quant aux conditions de vie à proprement parler, elles sont simplement déplorables et quasi inhumaines : régime cellulaire, WC, dans les cellules, chaleur accablante (plafonds bas et métalliques, maigres rations de riz sale et de haricots pourris par 24 heures, absence de soins médicaux appropriés, pratique de la torture pour obtenir des aveux...

Oui, tout est subversion politique, « contre-révolution », « tentative de rébellion contre l'autorité politique », « activisme », etc... Mots vides de sens et honteux pour légitimer des arrestations arbitraires, des enlèvements discrets, des règlements de comptes personnels, des crimes silencieux... au nom du *Mobutisme* !

Quant aux conditions de vie à proprement parler, elles sont simplement déplorables et quasi inhumaines : régime cellulaire, WC, dans les cellules, chaleur accablante (plafonds bas et métalliques, maigres rations de riz sale et de haricots pourris par 24 heures, absence de soins médicaux appropriés, pratique de la torture pour obtenir des aveux...

J'ai vu de mes propres yeux, un avocat devenir presque sourd tant il avait été supplicié. J'ai vu un homme succomber sous la bastonnade des géoliers. J'ai vu un témoin de Jé-



vah mourrir d'inanition. J'ai vu un professeur à l'université fouetté comme à mort...

De là à parler du respect des Droits de l'Homme au Zaïre, c'est légitimer un régime dictatorial impopulaire (c'est qu'il y a des dictateurs populaires ?), sanguinaire, et à coup sûr, faire l'avocat du diable MOBUTU.

Hilaire Dah Mukala
Ancien prisonnier politique au Zaïre.

Nous remercions Amnesty International pour l'aide qu'elle nous a fournie, ainsi que ceux qui ont tenu à apporter leur témoignage et qui ont tenu à garder un anonymat facile à comprendre, dans les conditions actuelles. Nous appelons, par ailleurs, tous ceux qui voudraient bien, à envoyer leurs témoignages et leurs informations, car le silence a trop duré.

POEME de PRISON

La prison, c'est laid tu la dessines, mon enfant avec des traits noirs des barreaux et des grilles tu imagines que c'est un lieu sans lumière qui fait peur aux petits aussi pour l'indiquer tu dis que c'est là-bas et tu montres avec ton petit doigt un point, un coin perdu que tu ne vois pas. Peut-être la maîtresse t'a parlé de prison hideuse de maison de correction où l'on met les méchants qui volent les enfants Dans ta petite tête s'est alors posé une question comment et pourquoi moi qui suis pleine d'amour pour toi et tous les autres enfants suis-je là-bas ? Parce que je veux que demain la prison ne soit plus là.

Poème de prison de Saïda Menhebi. (Saïda est morte en prison le 11 décembre 1977)

Mali: La vie d'un détenu

Comme tout régime militaire le Mali n'a que faire des concepts de justice, de liberté, de démocratie et de libre expression maladroitement il tente de substituer la notion de « Droits des peuples » à celle de « Droits de l'homme ».

Il y a une négation de la démocratie. Tout magistrat qui tente d'appeler à sa conscience est relevé de ses fonctions. 100 fonctionnaires au minimum se trouvent détenus à la prison centrale de Bamako. Les trois quarts sont en détention préventive depuis deux ou trois ans. Ceux qui ont été jugés ont été condamnés à dix ans, vingt ans de travaux forcés, à perpétuité et même à mort.

Même des mineurs sont détenus à la prison de Bamako. Ils vivent comme des animaux de ménagerie. Le personnel administratif de la prison les fait sortir la nuit pour voler et ils ont leur part du butin.

A la date du 29 septembre 1979, les effectifs de la prison centrale sont les suivants : 839, dont onze femmes. 111 détenus doivent comparaître devant la cour de sûreté de l'Etat.

Les conditions d'existence sont infernales.

Pour tout repas les détenus ont droit cinq fois par semaine à du maïs bouilli avec un peu de poisson sec. Deux fois par semaine du riz avec un peu de viande. 80 s'entassent dans des dortoirs prévus pour 30 personnes. Les visites sont hebdomadaires. Jeudi de 15H à 16H30 pour les

condamnés. Dimanche matin de 9H à 11 heures pour les prévenus. Les lettres sont censurées.

La torture existe sans considération d'âge ou de gravité de délit. « IL faut passer aux aveux ». La torture est effectuée par la police et la gendarmerie, tout au cours de l'interrogatoire préliminaire. L'épreuve a lieu dans un local spécialisé qui se situe dans la zone industrielle de Bamako. J'ai été ligoté, membres inférieurs pliés sur le dos, et rattachés aux bras (poignets et chevilles liés), ensuite je fus jeté à plat ventre. Flagellation et surtout décharge électrique sur tout le corps. L'appareil ressemble à une matraque ordinaire de police en un peu plus long. On y met huit piles standard de 1,5 volt chacune. A l'extrémité de la matraque il y a des espèces de roues molletées qui sont promenées sur la peau.

Dans les locaux de l'acquisition de la gendarmerie nationale les méthodes sont plus sophistiquées : baïgnoire, brûleurs de cigarettes incandescent, arrachement d'ongles, tige de bambou poussées sous les ongles, électrodes sur la tête et sur les organes génitaux. « passages à tabac » ne laissant aucune trace apparente, laceration de la peau avec une lame de rasoir.

Certains perdent la raison, d'autres meurent, tel est le cas du jeune Moussa Keita, mort le 16 septembre dernier.

Témoignage de T... actuellement détenu.

RENDEZ-NOUS NOS DIAMANTS!

par Miguel De Bahia

L'affaire Bokassa est plus sombre que la couleur de notre peau. L'Afrique francophone est convoitée par la France de V.G.E. Il est plus facile pour les gouvernements africains d'obtenir des armes que des tracteurs, c'est cela la coopération franco-africaine. Le plus grave pour l'Afrique est que Mobutu a prêté son concours à ce coup d'Etat or, déjà un nouveau scandale se fait jour au Zaïre, avec encore un mas-sacre d'enfants.

C'est Robert Gale, le bon ministre de la Coopération qui, le 17.8.1979 a rencontré secrètement Mobutu en Suisse. Les troupes françaises qui ont fait le coup d'Etat à Bangui étaient soit-disant en manœuvre avec l'armée zaïroise. Mais V.G.E. désirait obtenir l'appui du Sénégal. C'est le 31 août en fin d'après-midi que V.G.E. quitte l'Elysée pour prendre l'avion pour Caen. Heureux et confiant, il va présenter son coup d'Etat au président de la République du Sénégal Sédar Senghor qui se repose dans sa propriété de Verson. Mais cette entrevue s'est très mal passée car Senghor se refuse à cautionner ce coup d'Etat français.

L'opération « Barracuda » a commencé, mais le cousin Bokassa a compris que son cher cousin va l'éliminer. Il ne reste pas inactif, il convoque l'ambassadeur d'URSS et lui propose l'installation sur son territoire d'une base aérienne qui permettrait à Moscou de disposer d'un relais au centre de l'Afrique. Cinquante instructeurs roumains viennent encadrer la garde impériale.

Dans cette triste affaire, le « cousin » n'est qu'un empereur fou, un type complètement cinglé qui pensait trouver refuge en France. Il déclarait :

— « De Gaulle était mon second papa, Giscard est mon cousin, j'ai servi sur tous les champs de bataille ».

C'était vraiment l'ami de notre président de la République qui déclarait lors d'un voyage officiel : « Croyez bien, monsieur le président à vie, mon cher parent et ami, que la France ressent profondément cette solidarité envers la République centrafricaine qui, sous votre autorité, s'est engagée dans une action profonde de développement économique, culturel et humain ».

Oui, nous ne rêvons pas !... Il s'agit bien d'un développement humain. Mais cette marionnette a les mains pleines de sang, le sang des enfants de son propre peuple. Le successeur de cette marionnette Dacko a été mis en place par la France, le coup d'Etat de Paris n'a pas restauré la démocratie de Bangui, puisque Dacko était le conseiller politique de Bokassa, c'est le changement dans la continuité... David Dacko avait été renversé la nuit de la Saint Sylvestre de 1965, par un ancien adjudant de l'armée française, le « cher parent Bokassa ». Dacko ne

doit sa vie qu'à l'intervention du général de Gaulle. Ce catholique pratiquant n'oubliera pas cette dette.

La France de V.G.E. touche à tout en Afrique, alors que la France sombre dans le racisme. A quoi servaient les aides à Bokassa ? Les deux rois avaient leur « cours ». Rappelons-nous les chevaux blancs fournis par les haras français pour le grotesque défilé du sacre. Ce qui est grave, c'est que V.G.E. a choisi lui-même Dacko, en cas d'échec, ce qui est probable, la France paiera la casse. Nous nous trouvons face à une curieuse conception de la souveraineté nationale des peuples africains.

Bokassa anthropophage ? Depuis que cette nouvelle circule, des incidents raciaux nouveaux se font jour, en France à Montreuil et ailleurs. Suivant certaines rumeurs, non confirmées, bien entendu, Robert Gale serait anthropophage. Quand même un peu de sérieux (article de l'*Aurore* du 28.9.79). Pourquoi toujours essayer de noircir les noirs qu'un Blanc se hausse. La France de V.G.E. est très intéressée par la République centrafricaine ainsi que la République du Zaïre, car le diamant semble être la seule préoccupation de « nos » gouvernants.

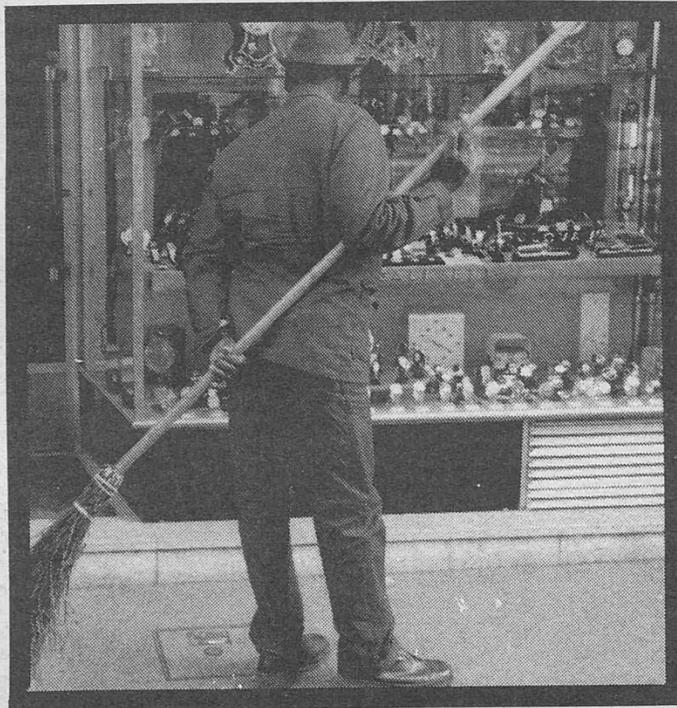


Photo Magnun

Le mardi 1^{er} octobre 1979, vers 14 h, un attaché de presse de l'Elysée trouve sur son bureau le n°3076 du *Canard enchaîné*, il dit : « Merde alors, il ne manquait que ça ». Ce n'est pas la première fois qu'éclate en France un scandale éclaboussant les responsables de la Vème République, mais il n'y a jamais eu de suite. Une personnalité déclarait : « Giscard a préféré jouer la politique de la joue tendue au niveau des ambassadeurs ». Le dernier ca-deau de V.G.E. à son cher cousin, il l'a proprement abandonné sur l'aéroport d'Evreux.

Le plus honteux, c'est que les soutes de l'avion de l'empereur à vie, contenaient, d'après les révélations de VSD (n°108) 56 milliards. Où est passé ce magot qui appartient à toute une nation ?... Il n'y aura pas de Watergate en France, mais nos Waters sont vraiment tristes. Bien entendu, comme Dacko a été nommé président par la France, il a permis le hold-up des archives, suivant des ordres précis et secrets donnés par M. René Journiac, conseiller à l'Elysée pour l'Afrique. Maintenant, après avoir rempli leur mission, le colonel Degenne et ses paras règnent sur Bangui.

Il existe des rapports qui datent de 1973 qui expliquaient comment le « cousin Bok » venait de tuer l'un de ses chauffeurs. Mais ne pleurons pas, le cousin Bok n'a pas tout perdu. Dans sa caravelle, sur l'aéroport d'Evreux, Bokassa a appris que la France, terre d'asile, accordait de lui verser sa retraite acquise grâce à ses brillants états de service. Par contre cette même France a supprimé les petites pensions pour les anciens combattants africains. Lorsque Pierre Abelin, alors ministre de la Coopération fait son périple, en Afrique, il fait des promesses qui n'ont jamais été tenues, aucune pension n'a jamais été augmentée. Encore plus ré-

cemment, un décret ou plus exactement une loi de finance a supprimé les petites pensions qui étaient dues au titre de la dette viagère. C'est peut-être avec cet argent que la France aide l'Afrique.

Tous les châteaux de Bokassa en France ont été rachetés par Bernard Tapie à dix pour cent de leur valeur. Ils seront vendus par vente publique sous la responsabilité d'un commissaire-priseur, il faudra surveiller les acheteurs. En droit, tout cet argent appartient aux Centrafricains. Rendez-nous notre argent.

PRIORITE AUX ANGLAIS MEME POUR UN LIT D'HOPITAL

La publication d'un livre blanc sur l'immigration, dont le caractère est discriminatoire et raciste, vient de soulever les critiques des milieux politiques et a provoqué des séances tumultueuses à la Chambre des Communes.

Le livre blanc, que le ministre de l'Intérieur a présenté le 14 novembre à la Chambre, est le compromis des diverses tendances conservatrices, au sein du parti et du gouvernement et il provoque deux sortes de mécontentement. Il y a ceux qui estiment que le projet gouvernemental va trop loin, tandis que pour d'autres il ne répond pas aux promesses faites pendant la campagne électorale.

On relève facilement les menées racistes et discriminatoires de ce document, étant donné que les mesures envisagées ne s'appliquent pas à tout le monde. Même si le gouvernement a pris la décision d'ajourner son idée primitive d'établir un quota pour l'immigration et d'imposer l'enregistrement des enfants des immigrés déjà installés, promesses faites pour apaiser la droite du parti conservateur, laquelle représente la majorité et qui redoute d'être « noyée » par une nouvelle vague d'immigration, il persiste dans son intention de limiter strictement aux jeunes femmes nées au Royaume-Uni le droit de faire venir le fiancé ou le mari, encore que cette origine ne leur donne pas un droit automatique.

Cette mesure, selon le ministre de l'Intérieur, doit empêcher les jeunes candidats immigrants à détourner la loi, en pratiquant la formule utilisée dans le sous-continent indien, qu'est celle des mariages convenus d'avance.

Dans l'avenir, les intéressés doivent fournir la « preuve » qu'ils avaient rencontré, auparavant, leurs fiancés (ées).

MESURES CLAIRES CONTRE LES ASIATIQUES

Pour l'opposition travailliste et libérale, avec à ses côtés les diverses commissions et groupes qui se chargent de la surveillance de l'application des lois sans discrimination, le projet du gouvernement est « raciste et sexiste » et ira créer en Grande-Bretagne, une couche de citoyens de seconde classe.

C'est aussi la position des diverses églises. Elles notent, que la mesure empêchera une jeune femme, née à l'étranger de parents missionnaires, de pouvoir faire entrer son mari en Grande-Bretagne.

Les « jeunes conservateurs » ont manifesté aussi la même position et déjà lors du récent congrès du Parti Conservateur,

à Blackpool, où cinq mille délégués ont discuté et approuvé une motion demandant des « mesures sévères pour limiter l'entrée de nouveaux immigrés », se sont battus contre les « vieux ». Leur position est motivée par la peur de ce que « l'identité » de la Grande Bretagne, petite île surpeuplée « soit submergée, la plupart du temps recrutés par le patronat anglais, ont un rôle économique et social important en Grande-Bretagne, assurant beaucoup d'emplois refusés par les Anglais.

Les mesures envisagées actuellement par le gouvernement britannique, visent clairement à freiner l'immigration des Asiatiques et d'individus venant du sous-continent indien et d'Afrique, ainsi que les parents sexagénaires ou les grands-parents, ayant déjà des descendants installés dans le pays, lesquels ne pourront être admis qu'à condition de prouver qu'ils n'ont d'autres parents sur lesquels s'appuyer dans leur pays, en même temps qu'elles ne s'appliquent pas aux ressortissants de la Communauté Européenne, qui pourront non seulement faire venir leurs fiancés ou leurs maris, mais encore leurs ascendants ou descendants.

Les propositions du gouvernement, visent encore à l'imposition de nouvelles conditions restrictives à l'entrée des étudiants étrangers, (pour lesquels l'installation définitive sera pratiquement impossible) pour les hommes d'affaire, des écrivains et des artistes, ainsi que des filles au pair.

En ce moment existent plus de 2 millions d'immigrés originaires de l'ancien empire britannique et beaucoup d'entre eux désirent que leurs familles puissent les rejoindre, en effet, les statistiques ne justifient pas les craintes des secteurs politiques les plus réactionnaires. L'immigration n'a cessé de diminuer d'environ 80 000 personnes en 1976, l'arrivée est tombée à 72000 en 1978. En pourcentage, le nombre d'immigrés originaires du sous-continent indien, est tombé de 62% en 1977 à 55% au début de 1979.

Tout en expliquant la position de la gauche française, critique envers la proposition gouvernementale, considérée porteuse d'attente aux articles de la convention européenne des droits de l'homme, qui sanctionne le droit des individus à se marier à l'abri de toute discrimination, nous informons encore que dans la motion approuvée lors du congrès du Parti Conservateur, il a été demandé qu'une priorité soit donnée aux Britanniques de race blanche pour l'obtention d'un emploi aussi bien que pour l'habitation et même pour un lit d'hôpital...

J. F.

Je ne me marierai pas

Il y a quelques semaines, pas loin de chez moi, j'ai assisté à un mariage maghrébin. Lorsque je me suis retrouvée au milieu de la maison où on célébrait ce mariage, une folle angoisse s'est emparée de moi, tout un assemblage d'yeux me fixaient cruellement, il y avait une lueur de mépris et de méchanceté dans ces yeux qui ne me comprenaient pas. Comment ces femmes pouvaient comprendre qu'à 21 ans, je n'avais pas envie de me marier et que je n'étais pas du tout d'accord avec leur méthode de mariage ?

Je me suis quand même avancée, et là, j'ai assisté à un spectacle émouvant qui n'a fait que renforcer mon opinion sur le mariage. Là, devant moi, se tenait une fille très jeune, belle, portant en elle-même les traces d'une enfance très nette, très innocente, en plein épanouissement. Elle avait 17 ans, mariée ce jour-là à un homme de 48 ans. Elle était dans un coin de la chambre, recroquevillée, les yeux lointains, apeurée, effrayée par le moindre bruit. Elle avait peur, elle était seule, elle ne comprenait pas. Elle était affaiblie et elle avait horriblement mal. Elle avait 17 ans. Elle venait d'être violée par un homme de 48 ans, elle ne le connaissait pas, elle avait peur de lui.

Mon cœur battait plus vite à la vue de ce spectacle, tout s'était passé si vite pour elle, elle ne comprenait plus rien, mais le fait est qu'elle se retrouvait avec un mari qui avait l'âge de son grand-père... Elle avait 17 ans, elle venait d'être enlevée des mains de ses parents, pour tomber entre les mains d'un homme qu'elle ne connaissait pas. Cette nuit de noces avait dû être terrible pour elle, toute cette assemblée qui attendait impatientement la che-

mise qui devait prouver qu'elle était vierge.

Pourtant le mariage maghrébin est une grande fête malgré cela, c'est le moment, pour toutes les femmes, de bien s'habiller, de se maquiller, de se faire belles et de montrer tous leurs bijoux. C'est une des plus grandes occasions, pour les femmes de se rencontrer, de sander, de chanter, de se raconter leurs petits problèmes et de connaître de nouvelles personnes, et tout se passe dans une euphorie fantastique. La musique bat son plein. Les femmes se retrouvent dans une immense salle, c'est le moment de faire des miracles en faisant danser leur ventre, elles font le youyou, elles rigolent, elles dansent, elles chantent...

Les hommes, qui doivent être séparés des femmes, sont dans une maison voisine lorsqu'il fait froid ou alors à l'extérieur quand le temps le permet.

Les enfants, eux, sont de loin ceux qui profitent le plus de la fête. Ils s'organisent en petites bandes, font des plans pour aller piller quelques ravitaillements chez les femmes et chez les hommes. Ils cherchent une petite cachette, loin des yeux des parents, et, là, ils rassemblent tout leur petit ravitaillement pour organiser une petite fête à eux. Ils s'amuse à aller voir ce qui se passe chez les hommes pour aller leur raconter aux femmes qui, derrière les rideaux, épiant les hommes qui dansent autour de l'orchestre.

Le mariage maghrébin est une sorte de tableau où tout est euphorique, amusant, joyeux, beau, avec, hélas, un seul point noir, c'est la petite mariée qui est toujours seule, qui ne parle pas et qui a peur que la fête se termine...

Belaïd NAZERA



C'est l'angoisse, l'attente... Ils ne sont pas encore là. La pièce devait commencer depuis déjà une demi-heure.

Les femmes s'impatientent, discutent entre elles, les enfants jouent, courent à travers les salles du Relais. L'excitation, l'attente, les retrouvailles entre les familles mettent le Relais Ménémontant dans une ambiance du pays. Enfin ils sont là. C'est un événement : une troupe de théâtre vient d'Algérie et... joue dans une

« So much trouble, in the world, legalize it ».

Tant de trouble dans le monde, légalisez-la. Bien sûr il s'agit de la marijuana. Ce qu'ils n'ont pas compris eux les « gens de Babylone » comme Bob Marley les appelle c'est que même si lui, il passe toute sa journée à fumer de l'herbe comme ils disent, « lui, dans l'herbe ». Ce n'est pas la déliquescence qu'il trouve mais la force pour chanter.

Premièrement, que les Noirs doivent lutter pour leur droit au Zimbabwe par exemple que toute l'Afrique doit lutter pour le Zimbabwe, pour tout leur continent, pour tous les noirs car eux les noirs de la Caraïbe, exportés, détruits

maison de quartier près de Belleville.

Aussitôt la pièce commence. Elle est jouée dans un dialecte typiquement oranais des quartiers populaires. C'est le délire. Décor simple mais oh combien expressif. Les spectateurs semblent particulièrement attentifs au moindre mouvement, les paroles sont percutantes.

La pièce est émouvante, elle retrace les rêves et les

par trois siècles d'exploitation, d'assimilation osent encore chanter, retrouver le rythme des mélodies africaines, toujours sur le même rythme, les mêmes accords. Certains chanteurs noirs africains reprochent aux chanteurs reggae de ne pas avancer de ne pas évoluer vers le disco, bien sûr.

Mais pourquoi les chanteurs de reggae, Bob Marley en particulier, devraient-ils dire autre chose que : « Le jour où vous comprendrez qu'il faut que vous vous unissiez, vous les Noirs vous les Africains ? » Pourquoi Bob Marley, en tant que noir devrait-il dire autre chose que : « Nous refusons d'être ce qu'ils veulent qu'on soit, nous sommes ce que nous som-

humiliations de la paysannerie algérienne. Elle va jusqu'à accepter le mépris, et les « gifles » avec l'espoir de s'approprier sa terre, cette terre des ancêtres.

La référence aux textes de Abderrahmab El Majdoub et de Cheikh El Khaldi aidant, les acteurs sont arrivés à secouer des sentiments qui sommeillent chez des spectateurs anciennement ou fraîchement déposés de leur racine, leur terre.

« Pourquoi vous ne venez pas jouer souvent en France ? » Cette soirée a été un plaisir pour nous. Je me suis retrouvée vraiment au pays là-bas.

Sans nul doute, de telles initiatives sont à encourager et à se multiplier. Souhaitons que les autorités algériennes facilitent la sortie de jeunes amateurs du théâtre, musique ou autres sans sélections, ni censure.

So much trouble

mes ». Ou simplement ce cri : « Les noirs survivront ».

Bien sûr, nos chers militants diront encore une fois que l'idéologie, la lutte traduite à travers les chansons de Bob Marley est une idéologie de la défonce, du « avec l'herbe, je plane ». C'est qu'ils n'auront rien compris. Ils lui reprochent sûrement d'avoir chanté « War » tout simplement parce que c'est un texte de Hailé Sélassié prononcé à l'ONU en 1968. Car bien sûr, Hailé Sélassié, c'est l'horrible fasciste qui a exterminé, le peuple éthiopien. Mais la seule chose, que tous ces gens auront oublié, c'est que ce texte disait : « jusqu'au moment où il y aura des citoyens de première classe et des citoyens de deuxième classe, il y aura

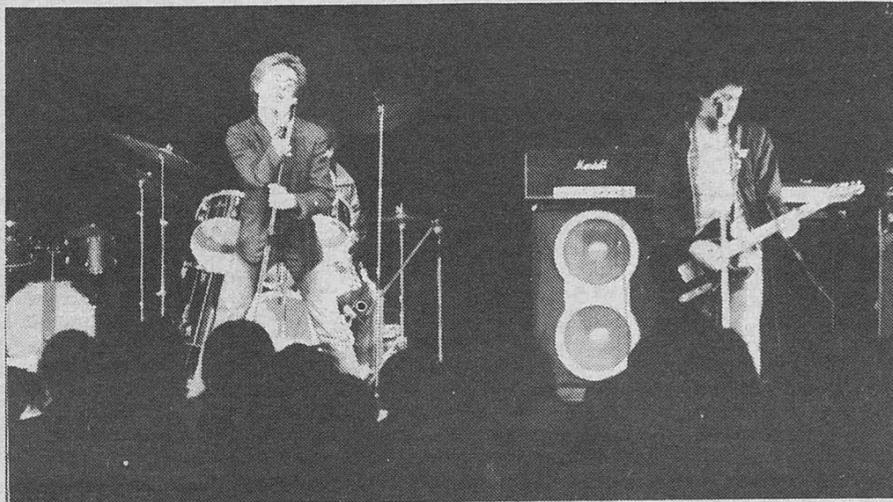
la guerre sur la terre sur la terre. « C'était en 1968, et je me demande quels sont les chers militants qui le criaient cette année-là ».

En 1979, Bob Marley dans son dernier album « Survival », crie que toute l'Afrique, tous les Noirs doivent libérer le Zimbabwe avec la même musique, les mêmes accords. On dit que c'est toujours la même chose, que c'est lassant : je ne vois pas pourquoi il devrait changer : fumant à « outrance » de l'herbe, ne perdant pas la tête, il ose encore chanter la seule musique de lutte qui existe encore dans le monde noir.

Bob Marley and the Wailers : Survival, 7550032 Island.

MARIA

FETE A DUNKERQUE



- le groupe rock « Spiders » sur scène ...

Photo Sedes

Cotoiement paradoxal de la musique interdite de la zone banlieusarde de Dunkerque avec le groupe rock « les Spiders » et de la musique orientale d'un groupe d'ouvriers arabes dénommé — autre paradoxe ! — « seconde génération », lors de la contre-semaine du dialogue organisée du 25 au 30 novembre 1979 par le groupe Amal avec le concours de Sans Frontière. S'il n'y a pas eu de déplacement de gens sur la question immigrée (le collectif anti-raciste de Lille a même refusé en dernière minute de jouer pour la fête ! ?) les loubards français ont dansé sur un air arabe. Un dialogue sym-



- ... et un jeune ouvrier arabe du groupe « Deuxième Génération ».

Marco KOSKAS

La Tunisie des années 30 à travers

Balace Bounel

Mais l'histoire a voulu qu'après l'immigration des juifs tunisiens, dont l'auteur raconte très bien les péripéties, une deuxième immigration, celle des musulmans tunisiens ait suivi. Cette immigration dont je fais partie, se retrouve face à une image qui se reflète dans le miroir du roman : Balace Bounel. Et on se prend à dire que « notre mémoire » est aussi la mémoire de « l'autre », et qu'il n'y a pas si longtemps, en Tunisie dans les années trente, un peuple vivait pleinement sa différence. Mais un peuple de « citadins » composé de juifs, de chrétiens (italiens), de musulmans, et qui excluait par là même tout indigène par son mode de vie, sa façon de parler et de penser. A la campagne, l'histoire avec un grand « H » n'avait pas encore atteint ces gens-là.

Le roman est bien sûr l'histoire d'une communauté parmi d'autres. Mais cette communauté partageait avec les autres communautés le même mépris (plutôt la même ignorance) des gens de la campagne. Eux qui appréciaient de la même manière une chanson de la Diva : Habiba Msika, et un verre de « Boukha ». Tous, juifs, musulmans et chrétiens, haïssent ces « Frangaoui » (Français) venus d'ailleurs

Mais ils se faisaient tous « avoir » à tour de rôle. Et cela est symbolique à plus d'un titre. Des juifs tunisiens ont émigré les premiers. Des musulmans tunisiens ont suivi. Tout un réseau d'entraide a survécu aux vicissitudes de l'histoire de ce peuple. Toute la restauration à Paris est l'illustration de ce phénomène : les restaurants Bébert employaient des musulmans au départ sans papiers, puis d'autres musulmans se sont établis à la suite et ils ont à leur tour utilisé leurs compatriotes. La boucle n'est pas encore bouclée. Et je me retrouve à mon tour en train d'emmerder Marco Koskas, pour lui dire : qu'as-tu donc fait de ma mémoire ? Celle dont tu parles est aussi mienne ! Celle dont tu ne parles pas est aussi la tienne ! A la page 198, il raconte que pour la cure de Maia, on avait choisi un petit village de montagne au-dessus de Tabarka, l'air y était assez vif... Ce village a un nom, il s'appelle Aïn Drahm. J'en suis, par un hasard étonnant, originaire. La population qui y habite a pour nom les « Kroumirs ». Le Larousse en donnait, jusqu'à ces dernières années une

Balace Bounel. C'est emmerdant cette façon qu'ont les « indigènes » de ne pas vouloir prononcer les « p », en les remplaçant par un « b » sonore. Tous les arabes (juifs ou musulmans) non lettrés avaient et ont toujours des difficultés à prononcer un « p » qui n'existe pas dans leur parler quotidien. Je suis sûr que Marco Koskas a eu de sacrés problèmes pour imposer ce titre. Car son éditeur, s'adressant à un public de lettrés en français n'avait pas tellement envie que ce titre ne soit compris que par des « indigènes », comme moi (arabe, musulman de culture) et des gens comme Marco Koskas (juif arabe ou arabe juif). Cela restreint drôlement la vente d'un livre. Et tout éditeur est sensible à ce genre d'arguments.



Photo Sedes

définition grotesque : il s'agissait tout simplement d'une bande de « pillards » ? C'est à cause d'eux que la France déjà présente en Algérie, a pris prétexte de leur « invasion » pour coloniser la Tunisie en 1881.

Et mon grand-père me racontait, Marco, que toutes les personnes dans les années trente qui venaient dans ce village au-dessus de Tabarka étaient pour eux des « Français », des conquérants venus de la ville

Ce grand-père aimait à me raconter diverses choses. Il aimait en particulier me raconter l'histoire de son grand-père à lui. Ce dernier avait fait le coup de fusil contre les Français en 1880-81, dans les montagnes de Kroumirie, « où l'air était vif », etc... Mais lorsque les Français occupèrent la région, ils firent une fête, afin de changer les leaders de chaque tribu. Ils annoncèrent que tous les habitants de la région devaient venir dans tous leurs plus beaux parats, pour qu'on désigne les nouveaux responsables.

La région pacifiée, il fallait bien passer par là. Mon arrière grand-père raconte que la plupart des jeunes de la région, se sont empressés de mettre la tenue des soldats et des officiers qu'ils avaient tués lors des accrochages, et ils se présentèrent ainsi aux nouvelles autorités, qui les firent... fusiller, sur la place du marché.

Mon grand-père riait encore de cette « naïveté » qu'ont eue nos arrières grands-parents de se parer ainsi ? J'ai beaucoup ri, moi-même de la « naïveté » de mon grand-père, rentré de la deuxième guerre mondiale, sans poumons, ayant servi en Indochine dans l'armée française. J'espère que notre petit fils ne rira pas de nous, Marco, parce que cela fait plus de 50 ans, qu'à tour de rôle, on se fait avoir, par une image de la France qui n'est que dans notre tête.

Mejid AMMAR

Balace Bounel, Marco Koskas, Editions Ramsay.

Marie-Thérèse HUMBERT

A l'autre bout de moi

Marie-Thérèse est une femme mauricienne, pas du tout noire, mais presque blanche, son malheur, c'est d'avoir une sœur jumelle, qui, elle, se sent Mauricienne jusqu'au bout des ongles. Elle prend du plaisir à aller à Cassis, au bord de la mer et de sentir le vent souffler sur son corps, le soleil brûler sa peau. Elle prend conscience qu'être Mauricienne, c'est appartenir à plusieurs races : noire, blanche, indienne, chinoise. Enfant, elle déteste l'école

des bonnes sœurs blanches. Mais elle passe ses journées dans la boutique du Chinois Ahling. Elle tombera même amoureuse d'un Indien, diplômé d'Oxford bien sûr, elle en perdra la tête, et en mourra, car, enceinte, elle ira se faire avorter chez madame Lydie, une faiseuse d'ange qui, après un procès, finira en prison. Pourtant, son autre elle-même, sa sœur Anne, désapprouve tout cela, car son rêve d'adolescente c'est d'épouser le petit Pierre, tout à fait

blanc, qui habite près de chez elle. Le père des jumelles, et la mère, ombre d'elle-même, meurent. Anne, orpheline, pour, entièrement accomplir son destin de jumelle, ira vivre avec l'Indien de sa sœur Nadège.

L'auteur, Marie-Thérèse, nous dit-on, sur la couverture du livre, est née à Maurice, mais vit en France, mariée à qui ? Et mère de cinq enfants. Bien sûr l'exil provoqua son livre... Il paraît qu'elle vit du côté de Chateauroux, comme elle doit s'y ennuyer. Le livre commence : elle cite Brecht, c'est un professeur de français, elle cite Maunick, c'est une Mauricienne.

Cependant, dans le prologue, l'auteur avertit : « Il suffit d'un jeu télévisé, d'une hésitation de quelques secondes avant d'éteindre le poste. C'est une rue de Paris, le boulevard de Grenelle peut-être ? Pour moi, tous ces boulevards se rassemblent tant ! On interroge les passants au hasard, dites moi, monsieur, savez-vous où se trouve Las Palmas ? Et la Jamaïque ? Et la Côte d'Ivoire ? Je regarde les visages qui se succèdent, j'écoute à peine... Tout d'un coup, une phrase m'accroche : « Et l'île Maurice, madame, savez-vous où ça se trouve ? »

M.E.

Marie Thérèse Humbert : A l'autre bout de moi. Ed. Stock.

Simone Schwartz-Bart
Ti-jean l'Horizon

Nous errons dans un village désert, un village fantôme où Ti-Jean-L'horizon-Django-Ulysse, seul, a quelque consistance. Les hommes sont des « gens », une « foule » : des ombres qui ne vivent pas, qui ne souffrent pas réellement, où la douleur et l'exploitation servile, la haine des colons disparaissent au profit de la perpétuelle et sempiternelle recherche de la terre mère d'Afrique mythique. Les femmes, elles, sont des potiches « aux hanches grasses », et « leur matrice » ne fait qu'attendre le « bengala » furieux du héros : elles sont des vaches mal lunées, des « bêtes inoffensives ». Non il ne s'agit pas de nous, il ne s'agit pas de notre vécu réel à travers ce conte qui parvient tant bien que mal à singer l'Ulysse blanc dans son odyssée occidentale.

Et lorsque le prix Gon-

court aura attribué un prix à ce roman, nous saurons qu'il a couronné leur propre mythe et leur propre littérature à travers *Ti-Jean-L'horizon*, littérature locale adoptée à...

Car enfin, nous, nègres, nous avons l'impression d'être ces lourds fauteuils à bras, que l'on trouve au coin d'un salon colonial, où une de ces dames de bon ton et de haut langage raconte à ceux de la « métropole » notre histoire, l'histoire ridicule et grotesque de nos souffrances, la mesquinerie de nos lapidations.

Non, même si la seconde moitié de ce livre me console lorsque Simone Schwarz Bart fait accoster « son héros » sur la terre d'Afrique, je ne retrouve rien de ces histoires de nos pays que ma grand-mère me racontait le soir à la lueur des lucioles. Non, je ne retrouve

rien de notre tragique traversée de ces cargos esclavagistes ni de notre exil dans ces 747 négriers.

Notre histoire reste minuscule. Notre vie ne vaut pas un souffle de vent... Et moi, jeune femme noire des Antilles, nous les oublies, les déportés, les fouettés, les petits employés des hôpitaux de Paris, les chômeurs dans quels yeux plongerons-nous nos regards pour y puiser l'imagination de l'avenir si ceux qui pourraient faire briller notre flamme d'espoir nous racontent de cette manière et nous dispersent aux quatre vents. Dans quelle terre déposerai-je cette petite graine que je tiens au creux de la main ?

Aline N

Ti-Jean-L'horizon, Sirène Schwarz Bart, Editions du Seuil.

Augusto Boal et le Théâtre de l'opprimé



Le Théâtre de l'Opprimé a suscité un vif intérêt dans les milieux les plus divers. Déjà des immigrés se sont emparés de ses techniques et préparent des surprises. Nous avons rencontré Augusto Boal, fondateur du Théâtre de l'Opprimé pour en savoir plus...

L'OBJECTIF C'EST AGIR SUR LA REALITE

— Sans Frontières : Cela fait huit ans et demi que tu vis en exil, tu as sillonné l'Amérique latine et l'Europe, ton dernier trip a été le Portugal et aujourd'hui la France.

Augusto Boal : Lorsque j'ai quitté le Brésil, j'ai été en Argentine, j'ai travaillé au Chili, au Pérou, au Mexique, au Venezuela, en Colombie, un peu partout en Amérique latine. J'ai travaillé durant deux ans au Portugal avant mon arrivée en France. En France a été constitué un Centre d'études et de diffusion des techniques actives d'expression (la CEDITADE). C'est un noyau de personnes (acteurs et non-acteurs) qui ont participé à des stages de formation et qui utilisent à

Une démarche collective
Qui s'exprime et agit autrement que par la parole
Qui se met en scène, en jeu, en enjeu.
Qui se met en statue, en théâtre-image, en théâtre-forum, soi-même et son histoire.
Qui veut changer son histoire, la jouer en avant, la « sub-vertir ». Avec les autres.
Qui, partant de soi et de ceux qui sont avec lui, renverse la situation, comme on prend le fond de sa poche, de l'intérieur et on la renverse, la tirant vers l'extérieur, éliminant toutes les scories et les poussières, en « sub-version ». C'est un mot et des gentes de Boal qui me sont restés.

FRANCESCO

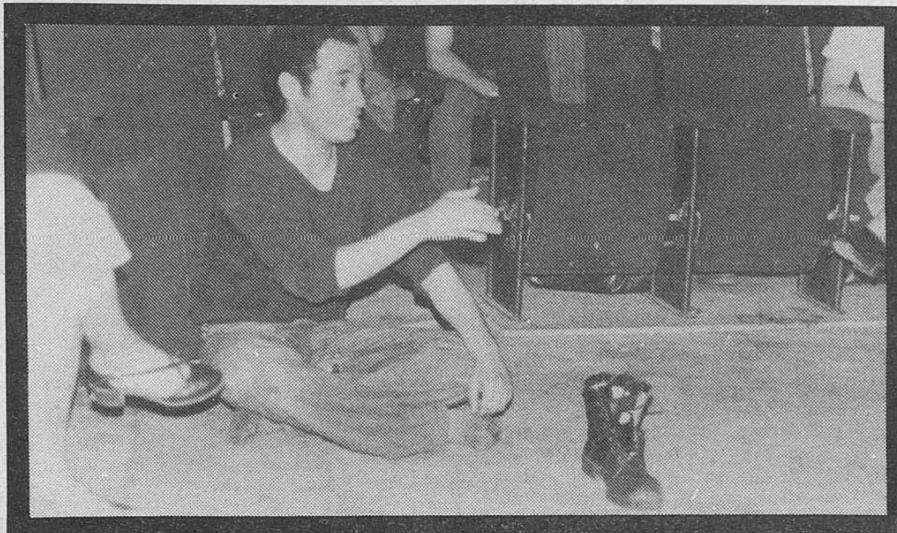
EN FRANCE ON A ENTAMÉ UNE ACTION AU CREDIT LYONNAIS

des fins éducatives ou militantes, les exercices et les techniques du Théâtre de l'Opprimé.

— S.F. : Quels sont les principes essentiels du Théâtre de l'Opprimé ?

— A.B. : Pour nous, il y a deux principes fondamentaux : le premier, c'est transformer le spectateur qui est là, passif en protagoniste, en créateur, en transformateur. Le deuxième n'est pas seulement d'interpréter la réalité, mais de la transformer. Le théâtre, donc, devient le lieu où l'on répète une action réelle. Au lieu d'aller vers l'extérieur et faire l'action sans la répéter, on la répète d'abord. Par exemple, il y a une grève : comment va-t-on l'organiser ? On peut organiser une grève dans une assemblée, on discute, mais aussi, on peut répéter. Cela ne veut pas dire au lieu de faire une assemblée, on fait un théâtre-forum ; non, en plus de faire une assemblée, on fait une action concrète. Le Théâtre de l'Opprimé cherche à stimuler, à agir, sur la réalité, à partir des techniques empruntées au théâtre.

— S.F. : Peux-tu nous dire en quoi consiste les techniques de base du Théâtre de l'Opprimé et en particulier le théâtre-forum et le théâtre de l'invisible ?



— A.B. : Dans le théâtre-forum, les acteurs préparent une pièce pour la discuter en forum. Cette pièce doit être la plus théâtrale possible, c'est à dire avec musique, décors, costumes... Elle doit être très conflictuelle et doit aussi offrir la possibilité de plusieurs solutions finales. Le thème choisi doit intéresser les gens présents. Par exemple, en France, on a entamé une action au Crédit Lyonnais pendant une grève. A ce moment-là, le personnel était motivé pour discuter de la grève. En Suède, on a entamé des actions sur le problème de la centrale nucléaire parce que les gens étaient motivés et conscients de ce danger.

On commence une séance par des exercices, par des jeux, parce que si le spectateur arrive et s'installe confortablement dans son fauteuil, pour ne plus bouger ce n'est pas du théâtre-forum. Donc, le but de ces exercices est d'établir, dès le départ, une relation théâtrale et non pas une relation verbale.

On travaille aussi avec des images. On demande aux gens qu'est-ce que c'est la famille ? Et de faire une image de la famille. Pour chaque pays, on fait une image différente. Au Portugal, on fait l'image d'une personne qui est au milieu et les fils autour.

En Guinée, c'est un homme qui est là, et plusieurs femmes qui travaillent, parce que chez eux, ils sont polygames.

En Italie, c'est les hommes qui jouent aux cartes, et les femmes qui font à manger.

Aux Etats-Unis, il y a tout le monde qui regarde la TV, c'est cela la famille pour eux. Le théâtre-forum, devient donc un lieu où l'on essaye.

prépare une scène où le personnage va au Supermarché. Il veut faire ses courses, mais il n'a pas d'argent. Il propose donc à la caissière de louer sa force de travail. La caissière lui répond qu'il faut de l'argent. Le personnage explique qu'il est au chômage et propose de travailler 2 ou 3 h en échange. Il lui explique qu'il essaye de faire la même chose qu'elle mais dans l'autre sens, c'est à dire que la caissière travaille 8 h par jour, on la paye, et elle revient au Supermarché pour faire ses courses. Vers la fin, il y eut beaucoup de gens autour d'eux et cela a donné naissance à une discussion sur le chômage. Les gens ont voulu faire une quête pour qu'il puisse payer ce qu'il avait pris, mais le garçon refuse

multiplie. Par exemple, le cas du Supermarché ; si on le joue une seule fois, le résultat sera que 50, 100 personnes qui seront là sauront, subiront l'impact d'un événement théâtral. Du point de vue politique, il faudrait multiplier ces actions ; par exemple la même scène dans plusieurs supermarchés. Là ce ne serait pas se libérer seul, c'est la classe ouvrière qui doit se libérer. Le théâtre de l'opprimé est à la mesure de l'opprimé.

QUI DIT QU'EN EUROPE IL N'Y A PAS D'OPPRIMES EST UN OPPRESSEUR

— S.F. : Aujourd'hui, on assiste à une légalisation de l'arbitraire, à des expulsions, des contrôles d'identité dans le métro, à des pressions diverses sur les immigrés. Comment les techniques du théâtre de l'opprimé peuvent être utilisées pour dénoncer et lutter contre cette situation ?

— A.B. : Il faudrait faire une réunion avec les gens qui subissent cette oppression. Nous ne disons jamais la recette, parce que nous n'avons pas de recette. En France et surtout en Belgique, beaucoup d'immigrés utilisent les techniques du théâtre de l'Opprimé et certains ont fait des choses extraordinaires.

— S.f. : A l'origine, le théâtre de l'Opprimé est né en Amérique latine, comment se fait-il qu'il puisse être applicable dans des conditions socio-économiques et culturelles différentes ?

— A.B. : Il est transposable dans la mesure où l'on ne va pas faire ici le Théâtre de l'Opprimé latino-américain. C'est vrai qu'il n'y a pas actuellement en Europe les atrocités que connaît l'Amérique latine. L'Amérique latine est un continent rouge des fleuves de sang. Mais cela n'empêche pas qu'il y ait aussi en Europe des oppressions et des opprimés. S'il y a oppression, il y a nécessité d'un théâtre de l'Opprimé, c'est à dire, d'un théâtre libérateur. Aujourd'hui en France, par exemple, plusieurs groupes se rassemblent, utilisent et diffusent les techniques du Théâtre de l'Opprimé. La quinzaine au théâtre présent, la constitution et le développement progressif du CEDITADE est un fait aujourd'hui.

Amina ALLOULA
Salah EL KORTOBI

THEATRE FORUM

Première action :

Martine, dans la rue, est suivie par un immigré espagnol et son copain (sifflets, gestes admiratifs), le regard fixé sur ses fesses.

Devant une poissonnerie, Ramon bouscule un peu Martine et lui met la main au sexe. Martine lui donne une gifle, Ramon l'insulte, son copain essaye de le retenir. Le poissonnier sort de sa boutique et commence à insulter l'Espagnol : « Ne touchez pas à nos femmes, vous allez foutre le camp oui ! Non seulement vous nous mangez notre pain mais en plus vous prenez nos femmes. Allez, foutez le camp ou

j'appelle les flics ».

Martine s'interpose entre l'Espagnol et le poissonnier. « Non, arrêtez, c'est pas grave... » L'Espagnol est prêt à se battre avec le poissonnier ; son copain le tire en arrière. A partir de ce moment là, le poissonnier ainsi que des passants insultent Martine : « Petite p... tu l'as bien cherché ». Martine ramasse ses affaires et s'en va.

Cette scène est recommencée plusieurs fois. Les interventions sont nombreuses pour essayer de rompre l'oppression. Les participants interviennent en prenant la place de l'opprimé principal.

— S.F. : Le théâtre-forum peut-il être utilisé dans d'autres domaines, dans l'enseignement par exemple ?

— A.B. : C'est juste, des enseignants et des pédagogues l'utilisent. J'ai connu un professeur qui avait des élèves de la dernière année de lycée et qui fait du théâtre-forum sur les problèmes que les élèves auront l'année suivante. Ils sortent de l'école et cherchent du travail, donc ils utilisent le théâtre-forum pour voir comment on va chercher du travail et quel type de travail. Ils se préparent pour la réalité.

LE THEATRE INVISIBLE C'EST RENDRE VISIBLE L'OPPRESSION

— A.B. : Le théâtre invisible, c'est autre chose. On prépare une pièce et au lieu de la jouer devant des spectateurs, on la joue dans des endroits où le problème pourrait se poser. Par exemple en Belgique, il y a beaucoup de chômage. On a donc

en disant que cela résoudre peut-être son problème à lui mais pas celui du chômage. Donc le but du théâtre-invisible, c'est de rendre visible l'oppression qui est devenue invisible. Normalement, on ne voit pas l'oppression, on l'accepte.

— S.F. : Le théâtre-invisible est-il l'expression du groupe qui a préparé l'action et qui en fait, y trouve son pied, ou l'expression des spectateurs qui agissent d'une manière ou d'une autre ?

— A.B. : Ce qu'on veut, c'est agir sur les gens, sur les clients du Supermarché par exemple, leur faire prendre conscience. Les gens qui sont là prennent leurs responsabilités. Le théâtre-invisible, ce n'est pas seulement provoquer l'action, mais essayer de la transformer.

— S.F. : Tu ne penses pas que ces actions du théâtre-invisible restent quand même des actions isolées.

— A.B. : Je pense que le moindre travail peut être utile dans la mesure où il se

Guide Pratique

La nationalité

Il est malaisé de répondre avec clarté et d'une manière détaillée à toutes les interrogations que se posent les jeunes immigrés à propos de leur nationalité. Pour prendre connaissance des textes législatifs régissant cette question, et des rares analyses faites à ce propos, le lecteur a, en fin de ce texte, quelques repères bibliographiques indispensables pour celui qui veut étudier le problème d'une manière plus poussée. Et tout d'abord, quelques remarques préliminaires :

1. La France, comme beaucoup d'autres pays, ne reconnaît pas la double nationalité. Tout individu, au regard de la loi française, est soit français à part entière, soit étranger.

2. En cas de litige avec les services administratifs, ou pour les cas individuels ardu, il faut toujours introduire une demande d'instruction auprès du Tribunal d'Instance, qui permettra de trancher en dernière mesure.

3. Jusqu'à l'âge de 16 ans, le jeune étranger n'est pas obligé d'avoir un titre de séjour quelconque. Il doit seulement pouvoir justifier de son identité. Une carte nationale d'identité, un passeport familial ou individuel suffisent à cet égard. Ceci est valable si le jeune en question est né en France, ou s'il est entré normalement par la procédure dite de regroupement familial. Après ces quelques remarques, nous distinguerons deux cas : le cas général et le cas des Algériens.

I. Cas général.

A. L'enfant est né à l'étranger de parents étrangers : il garde la nationalité de ses parents, et ne peut acquérir la nationalité française (NF) que par naturalisation (démarches et conditions similaires à celles des adultes étrangers).

B. L'enfant est né à l'étranger de parents français : il est français (par filiation), mais peut perdre la nationalité française par répudiation (cf plus bas) dans les six mois précédant la majorité.

C. L'enfant est né en France de parents étrangers : il garde la nationalité de ses parents jusqu'à la majorité. A 18 ans, il est français, s'il a, à cette date, cinq ans de résidence habituelle en France. A partir de 16 ans et jusqu'à la majorité, il peut : soit réclamer un titre de séjour et éventuellement de travail. Soit demander la nationalité française avec l'autorisation de ses parents ou de son tuteur. L'état a un délai d'opposition de six mois.

Si les parents ont demandé la nationalité française au nom de l'enfant avant ses seize ans (ce qui est possible), l'intéressé peut décliner cette qualité de Français entre 17 et 18 ans par simple déclaration au tribunal d'instance.

D. L'enfant est né en France de parents étrangers nés en territoire français : l'enfant est français. Il peut répudier cette qualité de français. La demande de perte de la nationalité française (dite par répudiation) doit être faite dans un délai maximum d'un an à compter de l'acquisition de la nationalité étrangère. Les démarches sont à faire à la préfecture, service de naturalisations. Un certain nombre de conditions est exigé, mais le rejet de la demande (sans motif explicite à l'intéressé) est possible. Se renseigner donc à l'avance.

E. L'enfant est né en France de parents étrangers, dont l'un est né en territoire français. L'enfant est français mais peut rejeter la NF dans les six mois précédant la majorité sans autorisation.

II. Cas des Algériens :

A. Les enfants nés avant le premier janvier 63 : ils sont algériens si leurs parents n'ont pas souscrit une « déclaration de reconnaissance de la nationalité française », sont français si l'un des parents a souscrit à cette déclaration.

B. Les enfants nés après le premier janvier 63 :

— Ils sont algériens s'ils sont nés en Algérie.

— Sont « obligatoirement » français s'ils sont nés en France, car ils sont nés de parents nés eux-mêmes en territoire français (dans « l'Algérie Française. Il leur faudrait pour cela demander « la répudiation » de la NF, comme dans le cas général cité plus haut. (D) A partir de 1979, un grand nombre de jeunes Algériens se trouveront dans cette situation. Ils seront confrontés à un problème très grave à l'occasion du service militaire. Vu l'état actuel de la législation des deux Etats, le jeune Algérien sera considéré comme déserteur dans le pays où il n'aura pas effectué son service militaire.

Bibliographie.

*Les textes législatifs régissant la question de la nationalité sont : le Code de la nationalité. La loi du 9/1/73 (73-42), le décret du 10/7/73 (73-643), la loi du 20/12/66, les Accords d'Evian.

Tous ces textes, sauf les Accords d'Evian, sont rassemblés dans la brochure n° 1345 du Journal Officiel.

*« Immigration » bulletin commun ACFAL-Cimade a consacré son numéro 13 à ce problème. A commander à l'ACFAL, 63, rue Rachais, 69007 Lyon (4F).

*Le GISTI et Anne Planché du CNDP-Migrants ont publié deux brochures traitant de la question et d'une manière générale de la situation des jeunes étrangers de 16 à 18 ans.

Kamel BELARBI

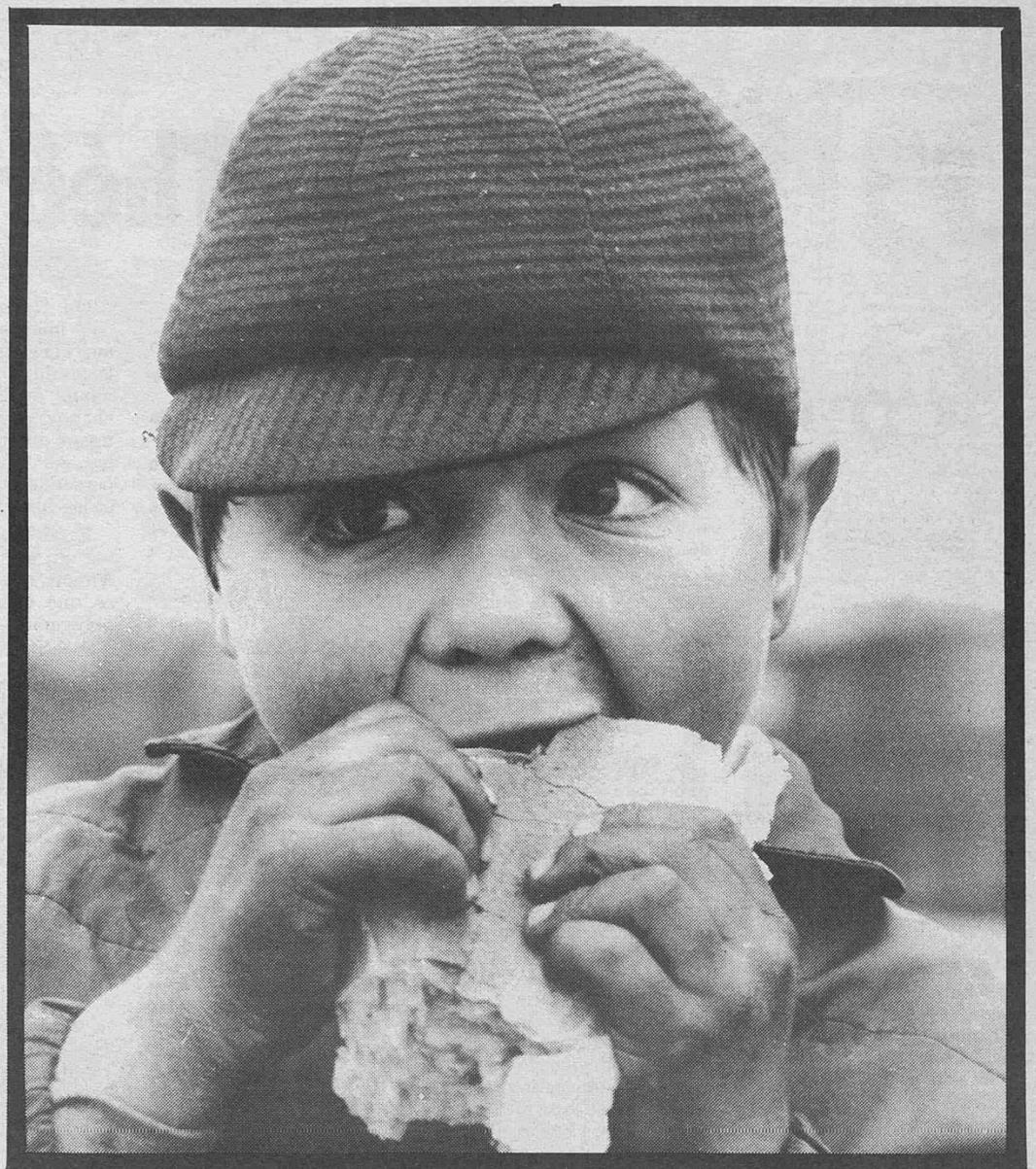


Photo Magnum

Etre PROF à la GOUTTE d'OR

« Dans ce collège, tout est pourri » disent souvent mes élèves. « On peut être absent, un mois, on revient quand on veut, comme on veut, personne ne nous dit rien ». Et puis encore : « Vous voyez votre salle de classe, l'an dernier tout était cassé : la porte, on y passait à travers ». « Et les flics, sans cesse, ils nous contrôlent dans la rue, le métro. Il faut toujours avoir ses papiers sur soi, sinon, ils vous emmènent au poste ».

Si l'on regarde les locaux, ce sont ceux d'une ancienne usine, reconvertie en collège industriel, totalement inadaptés à l'enseignement : cour étroite avec un embryon de préau, toilettes qui doivent être réparées depuis des années, réfectoire au sous-sol et naturellement pas de foyer, ni de salles d'études pour les élèves. Côté enseignants, on n'est guère mieux loti : cour étroite, pas de salles de professeurs, pas de casiers où déposer documents et affaires personnelles, pas de salle de documentation ni de bibliothèque. Toutes ces conditions matérielles précaires, font que les élèves

pensent plus à fuir le collège qu'à y rester. Leurs absences répétées ou prolongées à l'insu des parents ont des répercussions désastreuses sur leur scolarité. Que dire des cours ? En tant que femme et professeur, ils sont très éprouvés. D'abord, la rareté de l'élément féminin dans ces collèges, constitue un gros handicap : la plupart des cours sont assurés par des hommes.

Les élèves sont habitués à des rapports fondés sur la peur justifiée ou non que leurs inspirer les hommes. Quand les conflits élèves, profs se résolvent physiquement, il est évident qu'une femme n'agira pas de même, et de ce fait, elle se trouve dévalorisée aux yeux des élèves. De plus l'enseignement du français à des jeunes immigrés qui maîtrisent mal cette langue, pose d'énormes problèmes. Leur faire cours est parfois à la limite du supportable. Leur attitude oscille du chahut gentil-n'importe quoi, plutôt que de travailler en français qui a causé tant de mauvaises notes, aux coups et aux insultes entre eux, confrontés à la violence dans la rue

(combien de contrôles policiers subissent-ils), et parfois dans le collège. Ils n'ont appris à se valoriser que par la force physique. Aussi, le choc a-t-il été rude. Dès la rentrée, j'ai été accueillie par ces paroles : « Vous savez, les profs de français, ils ne font que passer. On les garde une semaine, un mois, et puis on ne les revoit plus ». Cela affirmé, avec un sentiment plus ou moins confus de fierté, reconnaissons-le. Il est tentant de fuir tant les problèmes semblent insurmontables. Mais cette fuite accentue encore le climat d'instabilité. Après réflexion, il devient évident que les adolescents sont violents, parce que perturbés par l'énorme décalage entre la société de consommation qui s'étale à deux pas de leur quartier, et la vie dans leur famille de travailleurs immigrés. Ici, plus qu'ailleurs, la violence est le résultat d'une société vacillante. En prendre conscience doit nous amener à lutter pour que vivent les familles les plus démunies, dans leur intérêt et le nôtre.

Marielle CASTILLO



AGENDA

COURS D'ALPHA-BETISATION

Lundi : 17h30 à 19h : Cours de femmes, 28 rue Jacquard-Orléans, (quartier des Acacias).

Lundi : 20h30 à 22h : Cours d'adultes (mixtes), Rue des Cosmonautes, Fleury les Aubrais.

Mardi : 17h30 à 19h : Cours jeunes (6 à 17 ans), Centre social (quartier Argonne), 62 bis rue du Grand Villiers Orléans.

Mardi : 20h30 à 22h : Cours d'adultes (mixtes), 3 rue des Oriflammes, Orléans (près de la Place Saint Aignan).

Mercredi : 17h30 à 19h : Cours jeunes (6 à 17 ans); 28 rue Jacquard Orléans, (Quartier des Acacias).

Jeudi : 20h30 à 22h : Cours d'adultes (mixtes), rue des Cosmonautes, Fleury les Aubrais.

Vendredi : 20h à 21h30, Cours d'adultes (mixtes), 62 bis rue du Grand Villiers, Orléans (quartier Argonne).

Samedi : 10h à 12h (Jeunes), 5 rue Charles Le Chauve, (Blossières) Orléans.

Un Cours de femmes, mardi et vendredi après-midi, au Centre Social, 62 bis rue du Grand Villiers, Orléans (Argonne).

- l'Office municipal des Migrants de Créteil, 5 bis rue Félix Maire - 94000 Créteil, reprend ses activités avec des cours d'Alpha (des cours de français pour adultes et du portugais pour tout le monde), des permanences pour les immigrés italiens par l'I.T.A.L., et envisage d'organiser une 2ème quinzaine des migrants. Pour tous renseignements : 207 63 63.

- l'Association culturelle et amicale des familles d'Outre Mer et migrants - 222 - 224, Bd Saint Germain 75007 Paris Tél. 222 07 21 - organise des cours de toutes sortes pour la promotion culturelle et sociale des jeunes filles et jeunes femmes étrangères, tous les après-midi et un cycle d'adaptation à la vie professionnelle pour étrangers avec une formation préprofessionnelle :

- PARIS : 224, Bd Saint Germain - paris 7ème (tous les matins) - NANTERRE : Tour Québec, 13, rue de l'Union (tous les matins).

Différents cours à Paris, banlieue (St Denis, Dugny, Villetaneuse, Nanterre, Dugny ...) et Province (Issoudun et Clermont Ferrand).

Le N° 65 du CAP, journal des prisonniers titre sur sa une : « Mesrine pas mort ». Un journal à lire pour connaître l'autre côté des murs. Contact : Le CAP 41 bis, quai de la Loire 75019 Paris Tél : 209 07 64. Permanences : lundi et mercredi de 15 à 18h - Réunion : vendredi à 20h30.

Groupe Foliane : recherche danseurs, danseuses, chanteurs, chanteuses, musiciens (ne)s intéressés par le Folklore yougoslave et roumain. Aimerait toucher des Yougoslaves et des Roumains. Tél : 638 08 17 (après-midi ou soir), ou contacter Eliane Jules 44 Bd Rodin 92130 Issy-les-Moulineaux.

- Ville humaine, café d'Edgar VH14, organise un après-midi non-stop sous le thème « Dialogue de sourds ? Français-immigrés », le

dimanche 25 novembre à partir de 12h, salle Martin Luther King, 32 rue Olivier Noyer, 75014 Paris (angle rue Didot). VH14 appelle tous les groupes de musiciens, amateurs portugais, arabes et français, à participer à cet après-midi. Téléphoner au 322 03 98, les mercredis et vendredis entre 18 et 19h30, pour premier contact avec Taoufik. Ce téléphone et cet horaire correspondent également à une permanence d'information et de contacts pour les immigrés du 14è.

Vend Volkswagen Coccinelle, année 1972. Très bon état, plus plusieurs pièces détachées. Prix 3800F. Contacter **Mathlouthi Driss**, 9 rue Anatole Bailly, Orléans Tél: (16) 38 43 27 12.

BREVES

- Du 14 au 21 novembre 1979 a eu lieu une semaine culturelle algérienne organisée par les instances algériennes au Palais de Chaillot. Nous regrettons seulement que cette semaine n'ait été que cinématographique. Ont été projetés des courts métrages et des films tels que : Leïla et les Autres, Omar Gatlatto, Echebka, etc ...

RECTIFICATIF

Les photos des pages 4 et 6 du N° 07 de « Sans Frontière » sont de Hadji Amar, et par erreur, nous ne les avons pas signées.

PARIS

DANSE : Groupe folklorique yougoslave Foliane, 22 et 24 novembre de 18 à 19 h, animation dans le métro Montparnasse.

CINEMA : Leïla et

les autres de Sid Ali Mail (problèmes de l'émancipation de la femme) cinéma au Palais de Chaillot (angle des avenues Pdt Wilson et Albert de Mun) le 21 novembre.

BANLIEUE

ISSY LES MOULINEAUX : MJC Maison pour Tous, 31 bd Gambetta, 23 novembre : film algérien Tipaza et algéro-égyptien Le retour de l'enfant prodige de Youssef Chahine. 6 F et 3 F pour chômeurs, film en VO s.titres français.

LEVALLOIS-PERRET : Centre culturel : musique traditionnelle du Gabon avec Mathurin Rempano, Okwé Obiana et l'ensemble E'Sandzi de Leconi, groupe Bakéké, 24 novembre à 20 h 30.

CERGY PONTOISE : théâtre : centre d'action culturelle L'ose de Morlam et Khaware; fêtes et danses : expo du 3 au 6 décembre à 21 h. « La littérature d'expression française en Afrique et à Madagascar » et montage audio-visuel, « poésie, rythmes et couleurs d'Afrique », 29 novembre à 21 décembre.

PROVINCE

DUNKERQUE : Centre social du Banc Vert : Mektoub de Ali Ghalem, débat avec le réalisateur, 22 novembre à 20 h 30. Projection d'un film à Gravelines +débat « L'immigration » au collège des Dunes, 22 novembre à 14 h. Troupe folklorique Afrah, à la Convention de Coudekerque, 23 novembre à 20 h 30.

LILLE : Théâtre Kahina « Famille Bendjeloul en France depuis 25 ans » 25 novembre à 15 h (voir affiche pour le lieu).

TOURCOING : Théâtre Kahina 24 novembre à 20 h 30 (voir affiche pour le lieu).

PAU : Musique traditionnelle du Gabon avec Mathurin Rempano, Okwé Obiang et l'ensemble E'Sandzi de Leconi, Groupe Bakéké, 28 novembre à 20 h 30, Fédération des Oeuvres laïques.

BORDEAUX-PES-SAC : Musique traditionnelle du Gabon au Centre Giani Esposito-Pessac, le 29 novembre à 20 h 30, salle du Trianon.

NEVERS : Musique traditionnelle du Gabon, Maison de la culture, 30 novembre à 20 h 30.

LYON : Le Nicaragua (diapos et débat) : le Front sandiniste et les réalités du pouvoir, l'après-Somoza du Nicaragua, Asso. Cultures et liaisons, 12 rue A. Lacroix, ex-rue de la Vigilance, 21 novembre à 21h. Maÿllku (Le Cendor blanc), cinq musiciens chiliens interprètent « La Rozabras », gaité des instruments des Andes, 12 rue A. Lacroix, 23 et 24 novembre à 21 h. Os Valdo Rodriguez, poète et musicien du Chili, 12 rue A. Lacroix, 30 nov et 1er déc à 21 h.

LOUVAIN LA NEUVE (en Belgique) : 20 au 30 novembre à 20 h, relâche le 26, atelier théâtral, La tragédie du roi Christophe d'Aimée César et le 24 novembre à 15 h, L'os de Morlam et Khaware.

AMIENS : La tragédie du roi Christophe, Théâtre à la maison de la culture, 1er décembre à 20 h 15.

TOULOUSE : 6 récitals de Lamine Konte (musique). Fédération des Oeuvres laïques du 17 au 25 novembre.

ORLEANS : expo : arts d'Afrique noire et de Madagascar. La littérature d'expression française en Afrique et à Madagascar. Montage audio-visuel «poésie, rythmes et couleurs d'Afrique ». Maison de la culture, du 8 au 30 novembre.

VILLENEUVE D'ASCQ : expo « fêtes et danses d'Afrique. Espace Rose des vents du 15 au 23 novembre.

VANNES : Expo : « Marionnettes et marottes d'Afrique noire et de Madagascar » du Musée de l'Homme, du 23 novembre à fin décembre.

THEATRE : Gilgamesh, légende sunnite mise en scène par l'Argentin Victor Garcia en arabe. Parmi les acteurs l'on retrouve : Guy Jacquet (cf cycle arabo-musulman de Nanterre), Mohamed Abaïd (cf troupe Kahina), Ali Khirana (cf les marionnettes Karagouzes) et Ahmed Senoussi (cf TAI) et bien d'autres. C'est joué au Palais de Chaillot, tous les soirs à 20 h 30 et dimanche 16h. Relâche lundi. A voir absolument.

EXPOS : de peinture de Latif : du 24 novembre au 15 décembre, galerie de l'Evasion, 145 rue de Vaugirard (M° Falguière). Mada Abderrahmane : du 12 novembre au 5 décembre, salon d'Automne au Grand Palais.

MUSIQUE : Djamel Allam : du 12 novembre au 8 décembre à 20 h 30 au théâtre de la Gaité Montparnasse, 26 rue de la Gaité, Paris 14ème. Vous y entendrez de nouvelles chansons. Musique traditionnelle du Gabon au théâtre Campagne première, 19 rue Campagne Première, Paris 14ème, du 20 au 23 novembre à 20 h 30 : avec Mathurin Rempano, Okwé Obiang et l'ensemble E'Sandzi de Leconi groupe Bakéké.

Michel Silva : batteur américain jusqu'au 30 novembre au théâtre Noir, 23 rue des Cendriers, Paris 20ème à 18 h 15. Lamine Konté au théâtre Noir du 1er au 9 décembre à 20 h.

Journées culturelles de soutien au Mouvement de libération nationale en Afrique du Sud, organisées par l'Association culturelle de regroupement antillais et africain (ACRAA) et le théâtre Zoulou. Au programme : Soweto (pièce en trois tableaux) par le théâtre Zoulou. Projection du film Black Bri-

tannica. Débat sur la situation politique en Afrique du Sud avec la participation du représentant du Congrès Panafricain d'Azanie (PAC d'Afrique du Sud).

Samedi 24 novembre de 20 h à l'aube au centre culturel des Grands Pêcheurs à Montreuil (bus 127 à la Croix de Chavaux et descendre à Patte d'Oie). Participation : 20 F/personne et 30 F/couple (bal et buffet compris). **Dimanche 25 novembre** : à partir de 20 h au FIAP, 30 rue Cabanis, Paris 14ème.

7eme CONGRES DE LA FASTI : en attendant la légalité de demain

Pas moins de 200 personnes (dont une cinquantaine d'immigrés) se sont rencontrés à Lyon les 10 et 11 novembre, dernier jour du 7ème congrès de la FASTI, Fédération des Associations de Solidarité aux Travailleurs Immigrés - Délégués par une cinquantaine d'associations, sur les 150 ASTI qui existent en France.

L'ombre des lois Stoléru et Bonnet a plané sur le congrès qui avait à définir l'attitude des ASTI face aux projets de loi. De fait, ce n'est pas tant l'analyse des lois qui a mobilisé les débats que l'échange autour de l'après-loi : que faire face aux centaines d'expulsions qui vont en résulter ... Très vite la question va se résumer à un simple aspect : la FASTI est-elle prête ou non à entrer par solidarité, dans l'illégalité, donc à soustraire les futurs expulsés aux recherches, à leur fournir aide et logement ? ...

La motion finale affirme l'intention des ASTI à assumer « ce risque », à devancer la légalité de demain. Un congressiste donne le ton : « le moment est venu d'entrer en résistance » et un autre parlera « d'une nécessaire campagne de désobéissance civile ». J'ouvre mon journal pour relire GENET (Le Monde du 9 avril) et me demande si ce congrès, entre autres choses, n'est pas un des signes d'un sursaut futur de la France antiraciste.

Salle MAZEMOD rue d'Aubagne, MRAP, CIMADE et le théâtre de la PORTE d'AIX. Asc. Juriste pour le recouvrement des droits fondamentaux des immigrés. Soirée débat sur les lois avec la participation de SF plus pièce de théâtre le 7 décembre à 19h.

- Cinéma du dimanche « Festival Harry Langdon » à la Maison de l'Etranger rue Antoine Zattara le 25 novembre à 20h.

LA FRATERNITE

Nous vous annonçons la naissance de la FRATERNITE, association déclarée, ayant pour objet la lutte contre le racisme sous toutes ses formes. Nous allons établir un dialogue, entre

PROVINCE

MARSEILLE

M° Glacière. Participation 15 F.

- WARDa au stade Vélodrome le 1er décembre à 20h30. 35, 45, 55F la place.

- Rencontre avec Charif Alaoui (conteur et chanteur) à la Maison de l'Etranger rue Antoine Zattara le 23 novembre à 21h.

LYON : WARDa au Palais des Sports GERLAND LE 2 décembre à 15h30.

des amis de toutes races, de toutes religions, de toutes couleurs. Nous vous tiendrons au courant de toutes nos initiatives.

LA FRATERNITE, 35, rue de la République 93100 Montreuil. Tél : 365 89 49 de 14h à 19h et le samedi de 9h à 12h et de 14h à 18h.

J.O.C. IMMIGREE

A l'initiative de la JOC Immigrée, 100 jeunes immigrés de 16 à 23 ans se sont réunis pour réfléchir sur l'avenir qui leur est réservé.

« Nous réaffirmons que nous ne voulons pas de l'avenir qui nous est offert ».

Nous voulons, si nous choisissons de rester en France :

- qu'on commence déjà par respecter le peu de droits qui nous restent

- l'abolition de toutes les lois spéciales pour immigrés

- le droit de choisir notre métier et pouvoir exercer tous les métiers sans exception

- qu'on respecte notre culture, en nous donnant le droit de nous organiser et de nous exprimer en tant que jeunes immigrés : en nous assurant des cours de notre langue dans l'école française

- l'abolition de la carte de travail

- une carte de séjour de 10 ans, renouvelable automatiquement et sans exception pour tous les jeunes immigrés.

Si on choisit de partir dans « nos pays d'origine » nous voulons :

- la validité totale de tous les diplômes dans nos pays d'origine et des cours d'équivalence accessibles et gratuits pour les jeunes qui travaillent.

- une véritable information sur la situation de « nos pays d'origine (emploi, pouvoir d'achat, ce qui est prévu pour accueillir les jeunes qui veulent retourner) - avoir le choix de faire ou ne pas faire le service militaire.

Ensemble, nous avons décidé quelques actions à développer dont la publication prochaine d'un manifeste sur le Jeunesse immigrée en France, qui sera un moyen de sensibiliser un maximum de personnes de ce grave problème qu'est l'avenir de plus d'un million d'enfants, d'adolescents et de jeunes, fils de travailleurs immigrés.

BIMENSUEL étape pour un hebdo

Un carrefour pour les réalités immigrées.

L'heure n'est plus à la répétition des poncifs, des généralités devenues des lieux communs sur l'exploitation, la misère des immigrés. Les immigrés pour l'avoir vécue, parcequ'ils la vivent tous les jours le savent. A travers des générations d'exil, une culture nouvelle est née. Culture de l'immigration, qui n'est ni celle des pays d'origine ni celle des sociétés « d'accueil ». « Sans Frontière » veut contribuer à un échange multiple, un cordon culturel entre l'immigration et son terroir en pays d'origine.

Sans Frontière :

Se veut le lieu où toutes ces paroles puissent s'épanouir en liberté, loin des regards officiels, aller à la rencontre des expériences culturelles, politiques nouvelles.

Sans Frontière :

Veut faciliter l'échange, la confrontation entre divers points de vue, systématisés ou pas, collectifs ou individuels qui coexistent et s'ignorent souvent dans l'immigration.

Ce débat est urgent, nécessaire. En dix ans l'immigration est née de la lutte, a créé ces mouvements anti-racistes, pour le logement et les droits sociaux, par les mouvements dans les usines son espace propre. A travers les luttes, diverses sensibilités ont vu le jour, se sont heurtés et parfois divergés.

Sans Frontière :

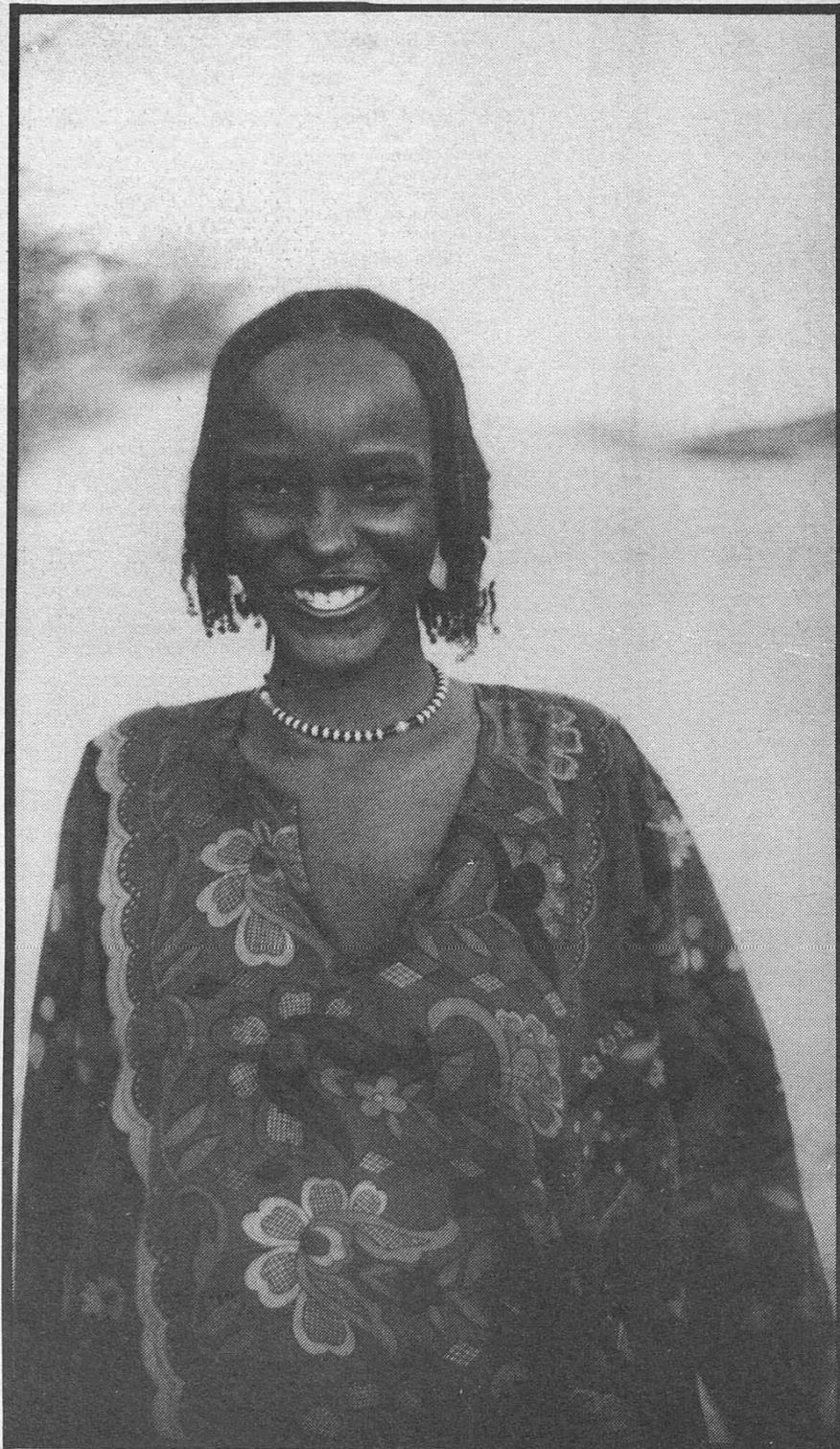
Veut rapprocher ces itinéraires éparpillés, les mettre en discussion. C'est une des conditions du renouveau d'une fécondation des luttes actuelles, d'une défense réelle de la communauté immigrée contre les multiples attaques, racisme quotidien, impossibilités de s'exprimer et en ce moment leurs lois « Barre-Bonnet ». C'est donc un débat au sein de l'immigration, mais aussi autour de l'immigration avec toute contribution française qu'il faut instaurer.

Sans Frontière :

Se propose en organisant des tables rondes, en offrant des tribunes libres permanentes, de promouvoir un dialogue permanent et des débats sur les rapports de la communauté immigrée avec ses sociétés « d'accueil » et ses sociétés d'origine.

Sans Frontière :

Veut s'ouvrir à d'autres sensibilités, à d'autres mouvements de pensée. A la vision schématique sclérosée des pays d'origine, Sans Frontière oppose une démarche : accumuler et faire circuler les matériaux pour une compréhension plus large, plus circonstanciée de nos sociétés d'origine.



Depuis la fin des luttes de libération, les guerres se sont souvent déplacées au sein de nos pays d'origine. L'immigration, les Arabes, les Berbères, les Cambodgiens, les Grecs, les Noirs, les Pakistanais, les Turcs, les Vietnamiens ressentent de manière diversifiée ces conflits. Toute perspective sur notre vie collective et nos combats ici suppose un regard différent, notre regard d'immigrés, sur les guerres.

Pour s'entraider mutuellement dans la jungle des administrations et des lois. Pour essayer de rompre l'isolement, la solitude, pour faciliter les rencontres les échanges, Sans Frontière veut contribuer à tisser de multiples réseaux de solidarité.

Jusqu'ici les immigrés ne parlaient pas d'eux-mêmes. Des Français ont parlé pour eux. Nous pensons qu'un immigré a droit à une citoyenneté de fait en France. Nous souhaitons parler d'autres problèmes, des questions qui ne nous touchent pas directement.

Sans Frontière :

Ne veut pas confiner l'information et la réflexion des immigrés dans un ghetto; au contraire, que se livrent nos états, notre regard d'exclus sur les exclus de nos pays. Une partie de l'avenir de l'immigration se joue là-bas, s'élabore là-bas, et ici.

Sans Frontière

Report du procès de Sans Frontière au 18 Janvier

Mr Bloch nous attaque donc en justice pour un article paru dans notre numéro préparatoire 04 qui faisait partie d'un dossier : les Immigrés et le Parlement.

Nous avons souligné dans un titre polémique notre inquiétude quant à l'assainissement de Barbès, en rapportant l'intégralité de l'intervention de Mr le Député, P. Bloch, devant le Parlement.

Le Député n'a pas daigné répondre à notre journal qui visait à instaurer un débat et non à lui porter préjudice.

Il a jugé plus utile de nous faire un procès et réclamer 50 000 Frs.

Serait-ce la preuve que le dialogue n'est pas encore pour demain ? Ne cherche-t-on pas à empêcher qu'un journal de l'expression immigrée continue ?

En attendant l'audience prévue le 17 octobre, a été reportée au 18 janvier 1980 toujours devant la 17ème chambre correctionnelle à 13h30.

Une affaire à suivre - Nous en reparlerons.

SOMMAIRE

Page 3: Irréductibles les jeunes d'Alforville

Page 4: Sonacotra-négociations

Page 5: Les lois

Page 7: Les Immigrés et la guerre d'Algérie

Page 8: Les prisonniers politiques en Afrique

Page 13: Entretien avec Augusto Boal

ABONNEMENT «SANS FRONTIERE»

SOUSCRIPTION A L'ORDRE DE SANS FRONTIERE 35 RUE STEPHENSON PARIS 75 018

6 MOIS: 80 F.

12 MOIS 160 F.

Abonnement de soutien à partir de 250 F.

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

C.C.P. n° 4209.00F Paris

OBJECTIF 2 000 abonnements!

sansfrontière